

DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2018
Perspectives 2019

N° 495
18 €

Économie de l'élevage



**2018 : Les réformes ont boosté la consommation.
2019 : Le repli de la production favorisera-t-il les prix ?**

- GROS BOVINS - Sous la pression des réformes laitières et allaitantes
- BROUTARDS - Une offre en net repli
- VEAUX DE BOUCHERIE - Maintien des abattages en France
- RÉSULTATS DES EXPLOITATIONS - La sécheresse estivale, l'augmentation des charges et des prix médiocres pour la viande pénalisent les revenus

LES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE

sont une publication mensuelle du Département Économie de l'Institut de l'Élevage. Ils traitent de l'analyse des marchés du lait et des viandes, de l'évolution des structures et des résultats des exploitations d'élevage, de perspectives démographiques, territoriales ou de filières... en France, en UE ou dans les principaux pays concurrents ou partenaires.

RÉDACTEURS :

Département Économie de l'Élevage de l'Institut de l'Élevage :

BERRUYER Mylène, BUCZINSKI Baptiste, CHOTTEAU Philippe, DOUGUET Michel, FUCHEY Hélène, GROSHENS Eva, MILET Germain, MONNIOT Caroline, PINEAU Christèle, RAMONY Lina-May, RUBIN Benoit, YOU Gérard.

CONTRIBUTEURS :

CHARROIN Thierry, DIMON Philippe, ECHEVARRIA Laurence, KENTZEL Marion, MISCHLER Pierre, TRESCH Philippe ainsi que BISSON Pascal (CA 79), MARTIN Joël (CA 08).

Cette publication a mobilisé des données acquises ou élaborées dans le cadre du dispositif INOSYS Réseaux d'élevage mis en œuvre par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture avec le concours financier du Ministère de l'Agriculture (CasDAR). Elle a en outre bénéficié de la contribution des équipes nationales et régionales en charge du dispositif. Les analyses et commentaires élaborés à partir de ces données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs. « La responsabilité du Ministère chargé de l'Agriculture ne saurait être engagée ».



CONTRIBUTEURS AU CHAPITRE 5 :

BARJOU Marie-Line (CA 87), BARRÉ Raymond (CA 29), BALME Jean Louis (CA 48), BAUP Jean-Claude (CA 32), BENOITEAU Gaël (CA 44), BISSON Pascal (CA 79), BLACHON Aurélie (CA 31), BONESTEBE Mathilde (CA 15), BONNET Henri (CA 11), BOUCHAGE Céline (CA 38), BOUCHARD Yann (CA 15), de BOURAYNE Louis-Marie (CA 18), BOURGE Christian (CA 58), BOYER Florian (CA 54), BRETON Delphine (CA 72), CANDAU Dominique (CA 88), CELERIER Aloïse (CA 86), CERCIAT Thomas (CA 33), CHEVALIER Jean-Pierre (CA 26), CORNETTE Baptiste (CA 85), CROCHET Sonia (CA 47), DELARUE Estelle (CA 15), DELTOR Thierry (CA 64), DEUX Nicolas (CA 03), DOAL Vincent (CA 21), DORENLOR Jean-Claude (CA 50), FALENTIN Etienne (CA 02), GEHIN Perrine (CA 14), GILLIER Christophe (CA 01), GOUGET Maude (CA 52), GROSBOIS Christophe (CA 49),

GUERRE Emilie (CA55), GUY Frédéric (CA 35), HALTER Philippe (CA 43), LACROIX Perrine (CA 05), LAFAYE Daniel (CA 03), LAFFAY Régis (CA 27), LAHEMADE Thierry (CA 71), LAHITTE Didier (CA 40), LAMBRECHT Vincent (CA 44), LAMOTHE Paul (CA 59-62), LAGOUTTE Natacha (CA 23), LECREUX Pascal (CA 36), LE GAC Margot (CA 56), LEMAIRE Karine (CA 60), MARCEAU Frédérique (CA 58), MARTIN Joël (CA 08), MATHIEU Guillaume (CA 19), MAUGUE Bruno (CA 63), MIS Jean-Bernard (CA 81), MOURICHOU Laurie (CA 16), MURAT Claudine (CA 12), MURON Guy (CA 42), OFFREDO Thierry (CA 22), PAGES Lucien (CRALR), PELISSIER Emeric (CA 48), PEYRAT Elodie (CA24), PLATEL Daniel (CA 80), VAILLANT DE GUELIEN Matthieu (CA ALSACE), VALANCE Sophie (CA 85), VAN DER MEULEN Simon (CA 24), VIDAL Jean-Christophe (CA 12), VINCENT Claude (CA 36), ZANETTI Céline (CA 57).

FINANCEURS :

Ministère de l'Agriculture - Confédération Nationale des Éleveurs

2018 : Les réformes ont boosté la consommation 2019 : Le repli de la production favorisera-t-il les prix ?

2018 aura – une fois de plus – été une année de sécheresse. Une sécheresse plutôt atypique en France, puisqu'elle a débuté courant juillet mais dès le printemps sur la majeure partie de l'Europe. Le résultat le plus immédiat a été une flambée des prix des fourrages et de la paille et un afflux de vaches de réforme.

La nécessité d'acheter des fourrages supplémentaires, surtout dans l'Est et le Sud, est venue accentuer l'effet de la hausse des prix des carburants et des grains pour alourdir les charges. A l'inverse, l'afflux de femelles dans les abattoirs a provoqué une baisse des prix. Les prix des JB sont aussi en recul d'une année sur l'autre. Résultat : une dégradation des revenus estimée de 10 à 30% pour les systèmes bovins viande sans cultures de vente, même si les aides « calamité » ont pu limiter les dégâts.

Pas étonnant dans ces conditions que **le cheptel allaitant ait poursuivi sa décapitalisation entamée début 2017. Il est redescendu fin 2018 sous les 3,9 millions de têtes, à son plus bas niveau depuis plus de 20 ans.** Les retards de naissances au 2nd semestre 2017 ont limité les disponibilités de broutards : les exportations ont baissé de 4%. La demande européenne restant dynamique, les cours des bovins maigres se sont bien tenus, surtout en femelles.

La hausse de la disponibilité en viande de femelles s'est traduite partout en Europe par une forte hausse de la consommation, estimée à 2% /2017 en France comme en UE. Les importations européennes ont grimpé de 6%, favorisées en particulier par la dégradation des monnaies sud-américaines. C'est un vrai paradoxe par rapport aux messages anti-viande qu'on nous serine ! Mais cela souligne aussi une profonde mutation de la consommation de viande bovine, qui n'est plus portée que par la restauration hors domicile et les plats cuisinés. Pas facile dans ce contexte de distinguer la viande d'origine allaitante !

Pour 2019, le repli des disponibilités de viande bovine devrait dicter le marché. En effet, la conjoncture laitière part sur des bases saines après la résorption des stocks communautaires de poudre de lait. En France, on s'attend à une forte baisse des réformes, mais aussi des JB, et à une production de viande bovine qui pourrait revenir au niveau de 2014. En revanche, il y aura un peu plus de broutards disponibles. Cette conjoncture pourrait ouvrir la porte à davantage d'importations de viande de pays tiers, et il faudra toujours suivre de près les négociations commerciales avec le Mercosur, l'Australie ou les Etats-Unis.

Le contexte européen devrait donc, sauf accident, être relativement positif pour les cours des bovins ; qu'en sera-t-il sur le marché français avec l'application de la loi Egalim ? Les signaux seront-ils suffisants pour stopper la décapitalisation allaitante en cours ?

SOMMAIRE

2/ LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

Conditions de production, offre, demande, prix... tous les événements qui ont marqué l'année

6/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Cheptel, production, consommation, prix, importations et exportations

14/ LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE

Les bilans au Royaume-Uni, en Irlande, en Allemagne, en Pologne, en Italie et en Espagne

20/ LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Exportations, prix, les marchés aux portes de l'UE

24/ LES REVENUS DES EXPLOITATIONS FRANÇAISES

- Exploitations spécialisées
- Exploitations diversifiées avec cultures

34/ LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

- Cheptel, production, consommation, prix, importations

38/ LES PRÉVISIONS 2018

Production, consommation, importations, exportations, pour la France et l'Union Européenne

1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

HIVER 2017/2018

Ouverture du marché Tunisien aux bovins maigres.



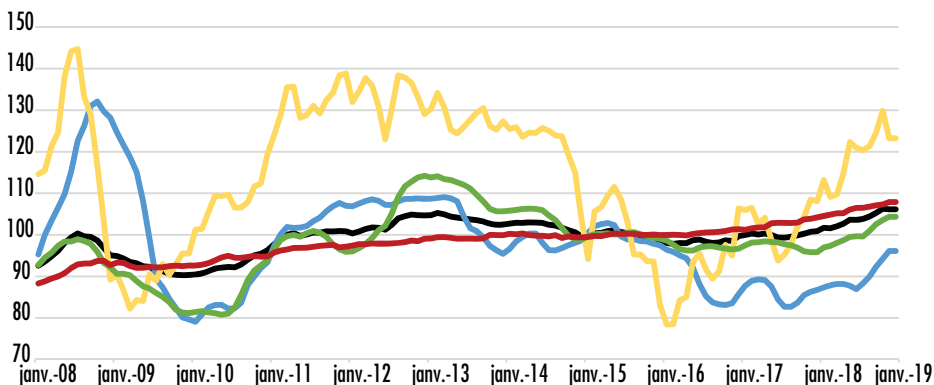
Les nombreuses réformes de vaches allaitantes font pression sur les cours.

Charges : flambée du pétrole.

Les postes de charges « aliments » et « énergie » repartent à la hausse en 2018.

IPAMPA VIANDE BOVINE

- Énergie
- Biens et services
- INDICE GENERAL IPAMPA Viande bovine
- Aliments achetés
- Engrais et amendements





Printemps avec alternance de pluie et de chaleur ayant permis de réaliser les premières coupes précocement.

PRINTEMPS

Les naissances allaitantes retrouvent un niveau « normal » après un effondrement au 2nd semestre 2017.



Accord sur la « modernisation » de l'ALE existant depuis 1997 entre l'UE et le Mexique. Ouverture d'un contingent de 2 x 10 000 téc de viande bovine mexicaine lorsque l'accord sera mis en œuvre.

Validation des mandats de négociations avec la Nouvelle-Zélande et l'Australie. Les discussions peuvent officiellement commencer.



Accord Trump-Juncker : l'accès des États-Unis au contingent «panel hormones» va être renégocié.

Conséquence indirecte la révélation de la corruption impliquant JBS : la société MARFRIG se déploie dans le monde.

La société brésilienne vient d'annoncer l'acquisition de 51% des parts de NATIONAL BEEF PACKING COMPANY, le 4^{ème} acteur en viande bovine aux États-Unis. MARFRIG deviendra ainsi le deuxième transformateur de viande bovine au monde avec un chiffre d'affaires annuel de 10 milliards d'euros. Les nouvelles capacités d'abattage de l'entreprise atteindront 8,3 millions de bovins par an. Avec cette nouvelle acquisition aux États-Unis, la société MARFRIG aura désormais accès aux marchés japonais et sud-coréen, actuellement fermés à la viande bovine brésilienne.



1

LES FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE 2018

ÉTÉ

| Premier affouragement nécessaire.

| Le stress hydrique a pénalisé les rendements des cultures (céréales, oléagineux). Les prix des grains augmentent en moyenne de 17% /2017.

| Septembre 2018 : mois le plus sec des 70 dernières années selon Météo France.

| L'Europe souffre de la sécheresse depuis avril/mai. De nombreux camions de paille sont envoyés en Allemagne et en Suisse dès juillet.



| Août 2018 : la Commission européenne a mis en place des mesures dérogatoires au verdissement (SIE). Accord pour valoriser les jachères pour l'alimentation animale.

| Afflux des vaches laitières en France et dans les autres États.

| Fermeture du marché algérien aux bovins vivants pour lutter contre la fièvre aphteuse.

| Crise monétaire en Turquie. La livre turque perd brutalement 30% de sa valeur par rapport aux grandes monnaies.



| Début juillet, réouverture officielle du marché chinois au bœuf français.

Le manque d'eau a handicapé les semis d'automne et les levées de certaines cultures (prairies temporaires, colza).



AUTOMNE

Absence de la pousse de l'herbe automnale suite à la sécheresse.



Flambée des prix de la paille. Des solutions alternatives sont mises en place : copeaux de bois, paille de riz...

Sécheresse sur prairies de 2018 : 12 décembre :

Le Comité national de gestion des risques agricole débloque 101,5 millions d'euros pour les 12 premiers départements en état de calamités agricoles. Accompte possible dès 2018.

26 octobre : dégrèvement de taxe foncière et sur le non bâti.

La MSA débloque 15 millions d'euros pour allègement de charges.



ts membres qui entraîne les prix à la baisse (de juillet à fin octobre).

Engorgement du marché des JB viande dû notamment à l'encombrement des abattoirs par les vaches laitières.



Le marché du veau de boucherie est lui aussi affecté, la hausse saisonnière des cotations est faible et tardive.

2

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

Sous la pression des réformes laitières et allaitantes

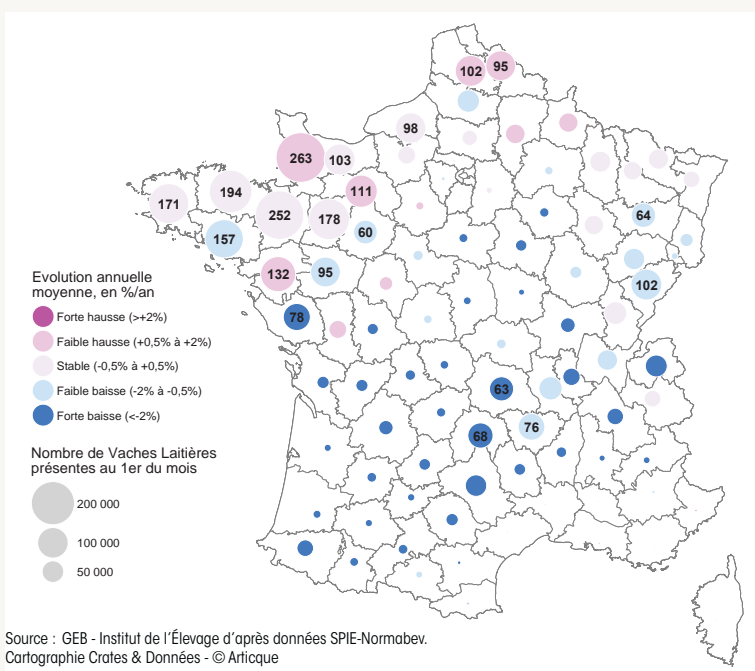
La décapitalisation s'est confirmée en 2018, en laitières comme en allaitantes. L'entrée en production de nombreuses primipares et surtout la sécheresse estivale ont obligé les éleveurs à réformer beaucoup plus de vaches qu'en 2017. Les réformes laitières ont été intenses partout en Europe, et les importations sont reparties à la hausse : résultat, les disponibilités de viande bovine sur le marché français ont significativement progressé. Le marché a été particulièrement encombré à partir de l'été, faisant chuter les cours des vaches et contraignant la hausse saisonnière des cours des JB.



CHEPTEL 2018

VACHES LAITIÈRES

L'érosion du cheptel laitier a été régulière, à -0,8 % au 1^{er} décembre 2018 /2017, soit 30 000 têtes en un an.



3,71 millions

C'est le nombre de vaches laitières au 1^{er} décembre 2018.

Érosion régulière du cheptel laitier

La dynamique de contraction du cheptel laitier se poursuit : au 1^{er} décembre 2018, on dénombrait 30 000 vaches laitières de moins qu'en 2017, soit -0,8 % du total. Si les abattages ont été plus importants à l'automne du fait de la sécheresse, ils ont été compensés par un renouvellement plutôt dynamique et la baisse ne s'est finalement pas creusée davantage en fin d'année.

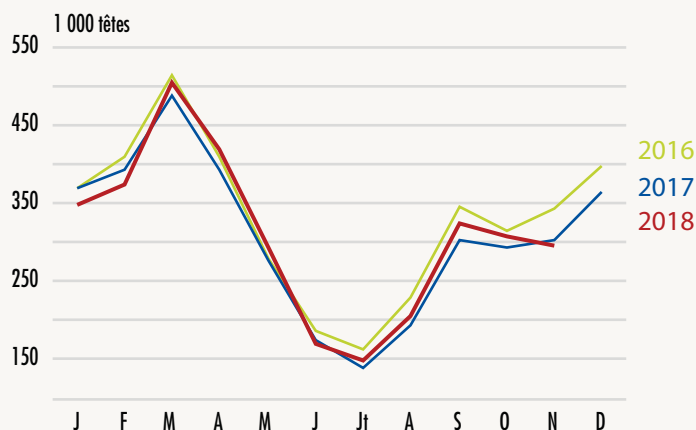
Cette évolution globale cache un fort contraste entre un Sud en baisse marquée et un tiers Nord-Ouest plutôt dynamique - tandis que le Grand Est a subi de plein fouet les effets de la sécheresse. La tendance reste donc à la concentration du cheptel laitier dans les zones les plus denses, au climat favorable et/ou portées par des AOP rémunératrices.



CHEPTEL 2018

NAISSANCES DE VEUX DE MÈRES ALLAITANTES

Les naissances de bovins de mères allaitantes en France ont progressé de +2,0% /2017 sur les 11 premiers mois de l'année. En 2017, elles avaient reculé de -4,5% /2016.



Source : GEB - Institut de l'élevage d'après SPIE-BDNI

+2%

C'est la hausse du nombre de veaux de mère allaitante nés en France sur janvier-novembre entre 2017 et 2018.

Naissances allaitantes : redressement partiel

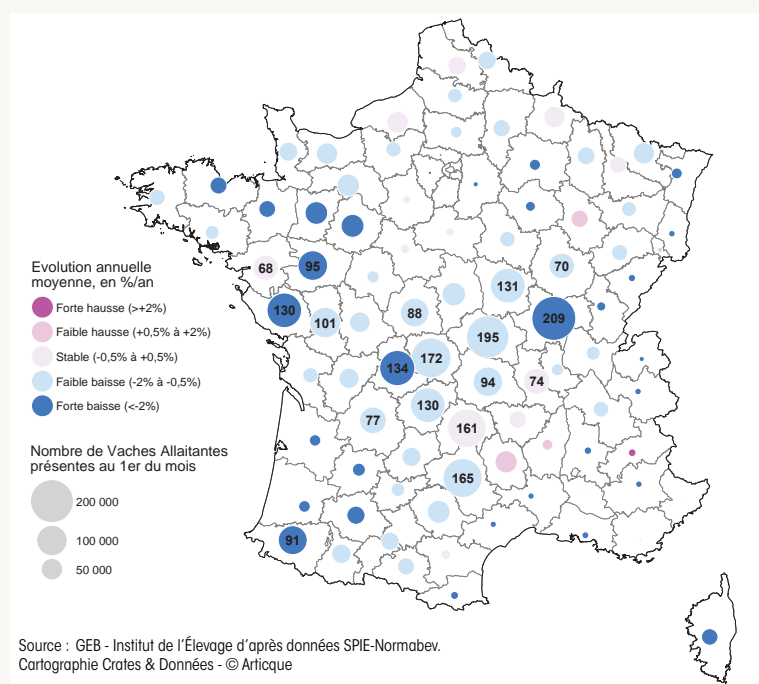
Les naissances de veaux de mère allaitante se sont redressées en 2018 à 3,4 millions de têtes sur 11 mois (+2% /2017) mais restaient en recul de -5% /2016. 2017 avait été marquée par la décapitalisation du cheptel de mères, doublée d'importants problèmes de fertilité des vaches qui avaient entraîné un effondrement des vêlages au 2nd semestre (-11% /2016). En 2018, l'érosion des effectifs s'est poursuivie, mais les élevages n'ont pas subi de difficultés majeures de reproduction. Par ailleurs, les naissances ont progressé au printemps, par report d'une partie des vêlages qui avaient été retardés durant l'automne.

Naissances laitières : retour à la tendance

Les naissances de veaux de mère laitière ont progressé de +0,5% /2017 à 3,24 millions de têtes sur 11 mois alors même que le troupeau reculait. Ce léger rebond intervient après une forte baisse en 2017 (-2% /2016) liée comme dans le troupeau allaitant à un manque ponctuel de fertilité.

VACHES ALLAITANTES

Le cheptel de vaches allaitantes affichait au 1^{er} décembre 2018 une baisse de 1,6 % sur un an, soit -61 000 têtes.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après données SPIE-Normabev. Cartographie Crates & Données - © Artique

3,89 millions

C'est le nombre de vaches allaitantes au 1^{er} décembre 2018.

La décapitalisation allaitante se poursuit à un rythme élevé

Le cheptel allaitant a perdu 61 000 têtes entre décembre 2017 et décembre 2018, soit -1,6 %. Cette baisse prononcée fait suite à une décapitalisation déjà brutale en 2017, quand le cheptel avait perdu 90 000 têtes. Si les agrandissements ont été légèrement plus modérés que par le passé, c'est bien du fait d'une accélération des arrêts d'activité que le cheptel a baissé aussi rapidement, sous l'effet d'une rentabilité toujours dégradée de l'élevage allaitant.

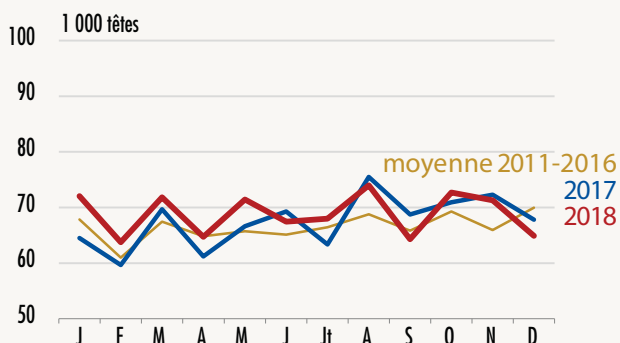
La baisse du nombre de vaches affecte l'ensemble du territoire, et plus particulièrement le Grand Ouest, le bassin Charolais et le Sud-Ouest. Seuls quelques départements affichent une dynamique plus positive, notamment dans le sud Massif-Central.



2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

PRODUCTION 2018

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES TYPE VIANDE

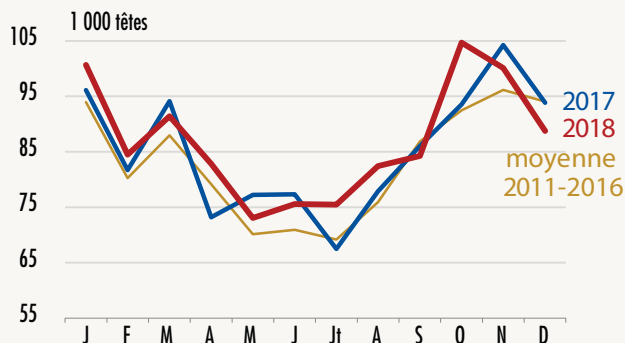


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

En 2018, les réformes allaitantes ont été encore plus nombreuses qu'en 2017 (+2%) et la hausse des poids carcasses (+1%) a augmenté d'autant les tonnages abattus (+3%).

Les abattages de vaches allaitantes et croisées avaient déjà été massifs en 2017 en raison d'une inversion de l'évolution du cheptel allaitant qui passait d'une phase de capitalisation à une décapitalisation. Ils ont encore augmenté en 2018 (+2%) en raison d'entrées supplémentaires de génisses dans le troupeau et les abattages ont totalisé 826 000 têtes.

ABATTAGES MENSUELS DE VACHES LAITIÈRES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

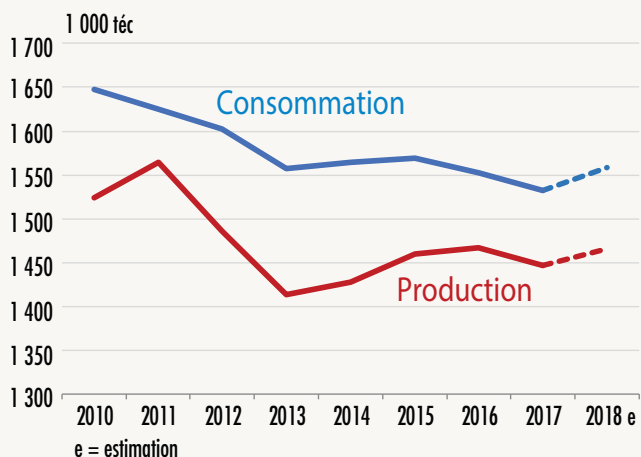
Les réformes laitières ont augmenté de 2% à 1,044 million de têtes. Elles ont été particulièrement abondantes de juin à octobre, en raison de la sécheresse.

Les poids de carcasse, stables en moyenne sur l'année, ont été bien plus élevés au 1^{er} semestre qu'au second, les vaches ayant été moins bien finies à partir de l'été.

Les entrées de génisses ont été très nombreuses au 1^{er} semestre, freinant l'érosion du cheptel productif d'une année sur l'autre. La hausse des entrées s'est ensuite ralentie et les abondantes réformes ont accéléré la baisse de cheptel.

CONSOMMATION 2018

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE (VEAU INCLUS)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et Eurostat

Rappel définition : La consommation par bilan est calculée à partir des données d'abattage et de commerce extérieur, selon la formule suivante : consommation = abattage + import - export. Cette méthode ne distingue pas la viande de veau de la viande de gros bovins.

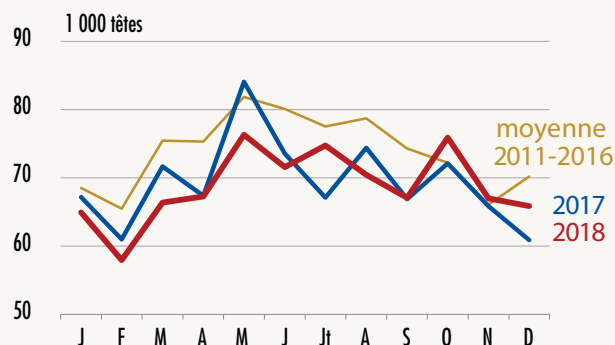
La consommation française de viande bovine calculée par bilan progresse de près de 2% en 2018.

Alors que la demande française pour la viande bovine semble s'éroder depuis plusieurs années, la consommation par bilan a progressé en 2018. Les disponibilités en viande française issue de femelles, allaitantes et laitières, ont augmenté, de même que les disponibilités en viande importée. L'épisode de sécheresse estivale qui a touché une grande partie de l'Europe a en effet provoqué des réformes anticipées en France et dans les autres États membres.

Les abattages plus importants de JB de race à viande ont induit une hausse des exportations, sans réellement affecter le disponible en viande de JB consommable en France. L'offre globale a finalement progressé, permettant de fournir le secteur de la restauration hors domicile, particulièrement dynamique.



ABATTAGES MENSUELS DE TAURILLONS TOUTES RACES

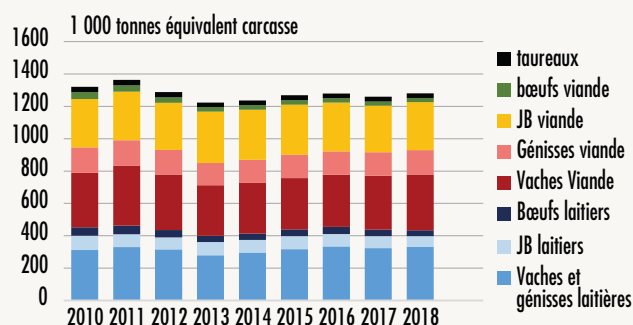


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Normabev

Les abattages de taurillons ont reculé de 1% à 847 000 têtes sur l'année. Mais la hausse du poids moyen (+1,7%) a conduit à une légère progression des tonnages abattus (+0,7% à 345 000 téc).

L'engraissement de JB laitiers a poursuivi son déclin (-11% d'effectifs abattus) alors que les abattages de JB de type viande et croisés ont légèrement augmenté (+3%) en raison de la chute des exportations de JB finis. Le poids de carcasse moyen a augmenté en raison de la plus forte proportion de JB viande, mais aussi des retards de sorties à partir de l'été dus à l'encombrement du marché par les réformes laitières.

ABATTAGES ANNUELS GROS BOVINS FINIS

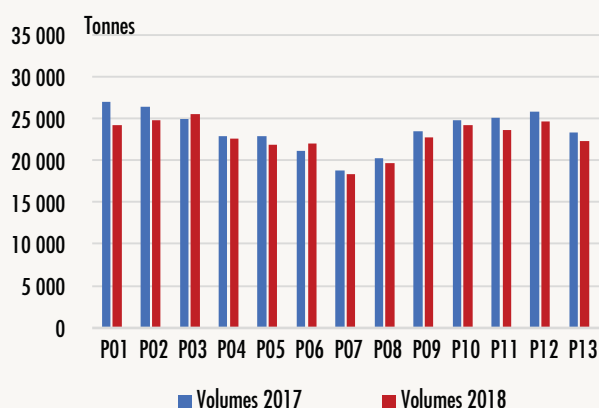


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après

Les abattages de gros bovins finis ont totalisé 1,286 million de téc en 2018 (+1,6% /2017), soit une hausse de 21 000 téc.

Les tonnages de vaches allaitantes ont augmenté de 10 000 téc, ceux de génisses de race à viande et croisées de 5 000 téc. et ceux de JB viande de 10 000 téc. Ceux de femelles laitières ont progressé de 8 000 téc, compensant la baisse des tonnages de JB laitiers (-8 000 téc). Les bœufs ont poursuivi leur déclin (-3 000 téc pour les bœufs laitiers et -1 000 téc pour ceux de race à viande ou croisés).

ACHATS DE VIANDE FRAÎCHE DE GROS BOVINS PAR LES MÉNAGES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

Rappel définition :

Cette évaluation de la consommation des ménages à domicile consiste à interroger un panel de consommateurs invités à faire un relevé systématique des quantités achetées. Cette méthode distingue le bœuf du veau.

Les achats de viande bovine par les ménages sont en baisse marquée en 2018 (-3% /2017), en raison des difficultés rencontrées par le piécé .

Au total sur les 13 périodes de l'année, les achats de viande de gros bovins sont en baisse en volume (-3%) comme en valeur (-2%). Les achats des ménages continuent de s'orienter vers les produits élaborés et le haché frais au détriment notamment des viandes à griller ou à rôtir. Ainsi, la consommation de viandes piécées à un prix plus élevé (14,48 €/kg en moyenne, soit +1% /2017) a fortement diminué (-5,5%). Celle de viande hachée fraîche est en très légère progression (+0,4%), à 10,98 €/kg en moyenne (+2%), alors que les ventes de viande hachée surgelée diminuent (-1%).

Cependant, les résultats de ce panel apparaissent de plus en plus déconnectés des consommations de viandes calculées par bilan.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

-1%

C'est la baisse du PMP (prix moyen pondéré) des gros bovins entre 2017 et 2018.

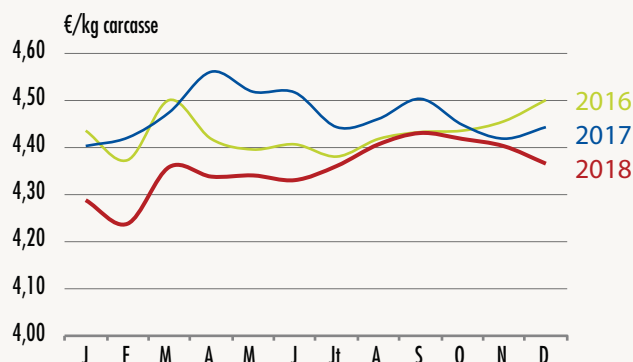
PRIX 2018

Les prix des gros bovins finis se sont repliés en 2018, sous la pression de l'offre. Les meilleures conformations ont été plus affectées que les moins bonnes.

Le prix moyen pondéré des gros bovins s'est établi à 3,56 €/kg de carcasse en 2018 (-1% /2017). Cette légère baisse cache des évolutions contrastées entre types de bovins. Alors que la cotation de la vache P est restée stable en moyenne sur l'année malgré l'afflux de vaches laitières lié à la sécheresse, celle de la vache U a chuté de 3% et celle du JB U de 2%.

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES U

À 3,36 €/kg de carcasse en moyenne sur 2018, la cotation de la vache U a perdu 12 centimes par rapport à son niveau de 2017 (soit -3%).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

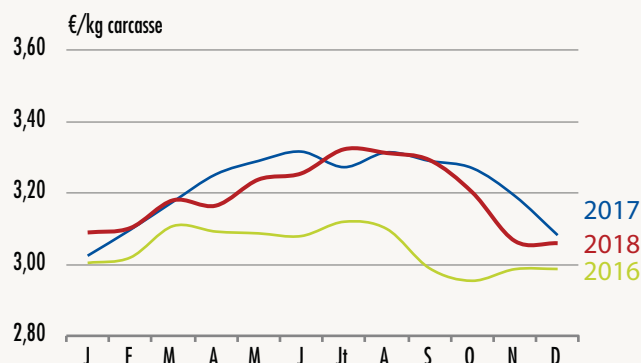
Les réformes allaitantes sont restées nombreuses en 2018, alors que la demande en viande piécée continue de s'éroder. Les cours ont donc subi une pression encore plus forte que les 2 années précédentes.

La cotation de la vache U a même été tout au long de l'année inférieure à son niveau de 2016, année déjà médiocre pour le marché des animaux de qualité.

La valorisation des carcasses bouchères a notamment été très affectée par la forte baisse des volumes vendus en boucherie traditionnelle (-7% /2017).

COTATIONS MENSUELLES DES VACHES CONFORMÉES O

La cotation annuelle de la vache O s'est effritée de 3 centimes en 2018, tombant à 3,19 €/kg de carcasse (-1% /2017).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Les réformes laitières ont été particulièrement nombreuses entre juillet et mi-novembre, ce qui a fait plonger les cours à l'automne.

La chute des cours a été stoppée mi-novembre, lorsque les réformes se sont subitement raréfiées, contrecoup des abattages anticipés lors des mois précédents.

La sécheresse ayant impacté l'ensemble de l'Europe du Nord et de l'Est, les prix des vaches se sont effondrés dans tous les États membres, contribuant à la pression sur les cours français. La France est toutefois le pays où la cotation de la vache O a le moins baissé.

PRIX 2018

PRIX MOYENS ANNUELS DES GROS BOVINS (EN €/KG DE CARCASSE)

		2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018/ 2017	2018/ 2008
JB	U	3,06	2,96	3,18	3,48	3,21	3,42	3,42	3,40	3,69	4,02	4,05	3,96	3,93	3,83	4,01	3,94	-2%	+15%
	R	2,73	2,74	3,04	3,27	2,96	3,18	3,14	3,14	3,46	3,85	3,89	3,78	3,75	3,64	3,83	3,78	-1%	+19%
	O	2,38	2,51	2,75	2,84	2,72	2,84	2,73	2,73	3,08	3,44	3,54	3,25	3,30	3,07	3,30	3,35	+1%	+18%
VACHES	U	3,15	3,36	3,54	3,71	3,62	3,73	3,68	3,69	3,80	4,25	4,86	4,68	4,63	4,43	4,47	4,36	-3%	+17%
	R	2,73	2,99	3,21	3,36	3,21	3,29	3,11	3,19	3,37	3,92	4,37	4,03	3,97	3,72	3,81	3,73	-2%	+14%
	O	2,21	2,47	2,69	2,77	2,74	2,79	2,55	2,65	2,93	3,41	3,63	3,34	3,25	3,04	3,22	3,19	-1%	+15%
	P	1,94	2,23	2,45	2,54	2,51	2,53	2,29	2,37	2,64	3,19	3,33	2,97	2,90	2,66	2,87	2,87	=	+13%
BOEUF	R	2,72	3,03	3,20	3,32	3,14	3,21	3,16	3,15	3,35	3,84	4,21	3,92	3,87	3,60	3,74	3,66	-2%	+14%
GENISSES	R	2,86	3,16	3,36	3,50	3,39	3,41	3,24	3,27	3,45	3,98	4,46	4,16	4,08	3,88	3,95	3,91	-1%	+14%
PMP*		2,58	2,78	3,00	3,14	3,03	3,06	2,91	2,96	3,21	3,67	3,95	3,71	3,65	3,46	3,61	3,56	-1%	+16%
Inflation**		82,9	84,9	86,5	88,1	89,51	92,34	92,44	94,04	96,2	98,33	99,31	99,91	100	100,18	101,2	103,1	+2%	+12%

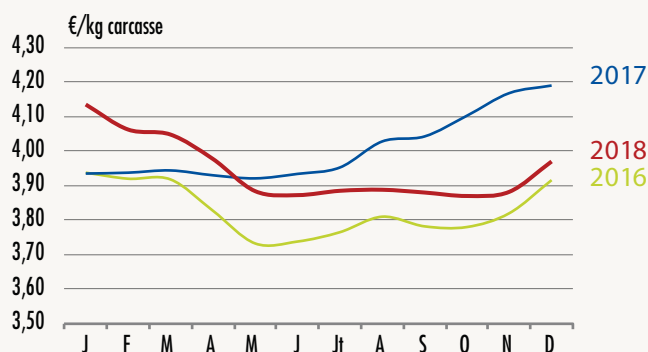
* Prix moyen pondéré des gros bovins

** Indice des prix à la consommation harmonisé, base 100 en 2015

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer et INSEE

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNES BOVINS CONFORMÉS U

En moyenne sur l'année, la cotation du JB U est tombée à 3,74 €/kg de carcasse (-2% /2017).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

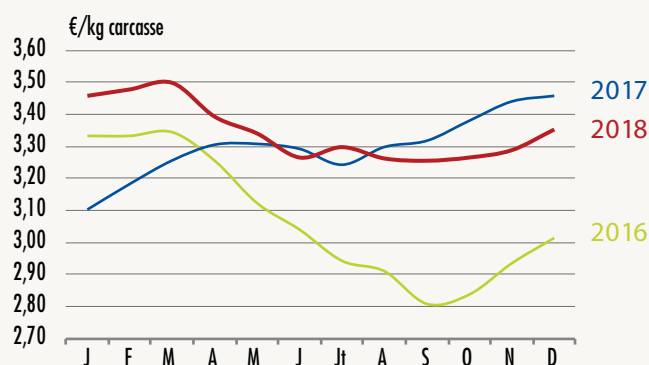
Le second semestre n'a pas enregistré de hausse saisonnière, en raison d'un engorgement du marché.

Les abattoirs étaient en effet déjà saturés par les vaches laitières et les JB ont dû attendre leur tour. Cette attente leur a fait prendre des kilos supplémentaires qui ont participé à alourdir le marché.

La hausse saisonnière des cours a été retardée également en Italie et en Allemagne, ce qui n'a pas permis de soutenir les cours français.

COTATIONS MENSUELLES DES JEUNE BOVINS CONFORMÉS O

La cotation du JB O est remontée à 3,35 €/kg de carcasse en moyenne sur l'année 2018 (+1% /2017).



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Après un premier trimestre au plus haut du fait de la rareté de l'offre, les cours des JB laitiers ont subi la baisse saisonnière dans le sillage des JB viande, puis l'engorgement global du marché à partir de l'été.

La production de JB laitiers enregistre pourtant un rapide déclin (-18% en 3 ans), mais la valorisation d'une carcasse de JB laitier étant proche de celle de la vache laitière, les cours de ces animaux subissent les aléas des cours des vaches en plus de ceux des JB de race à viande.

2 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN FRANCE

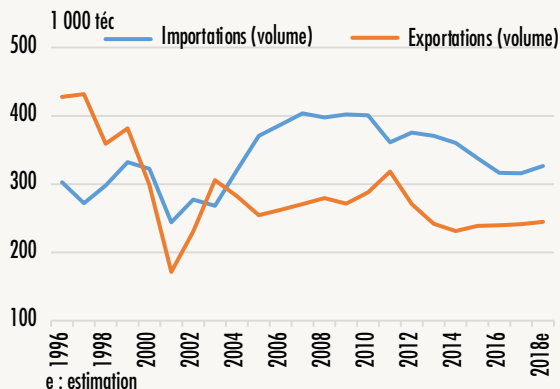
IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS 2018

+15%

C'est la hausse estimée des exportations françaises de viandes bovines fraîches et congelées vers les pays tiers en 2018.

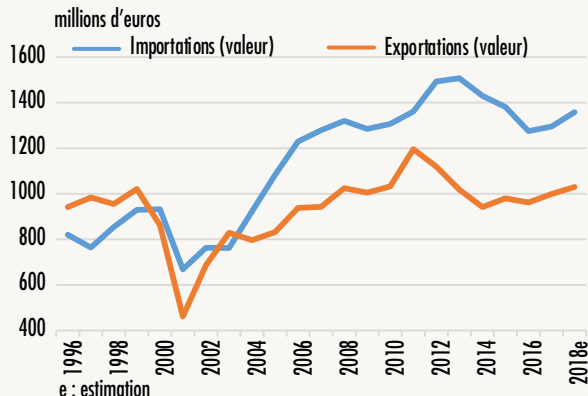
L'année 2018 a été dynamique pour la France en termes de commerce extérieur. Les importations (+3% /2017) ont progressé face à une offre étoffée en UE par le retour de grands exportateurs sud-américains (Brésil, Argentine), mais surtout par des abattages massifs de réformes laitières au nord de l'UE. Si elles ont globalement été limitées sur les destinations historiques comme l'Italie ou l'Allemagne, les exportations françaises ont également progressé (+2% /2017) grâce au dynamisme des envois vers des destinations jusqu'ici secondaires.

ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VOLUME)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

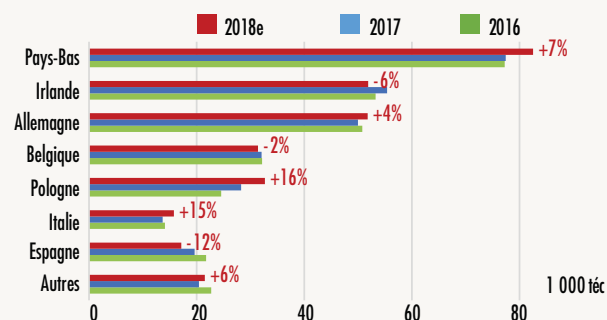
ÉVOLUTION DU COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE (EN VALEUR)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

IMPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Les importations de viandes bovines réfrigérées et congelées sont en net rebond en 2018. Elles ont été alimentées par la décapitalisation laitière intervenue dans les principaux pays laitiers de l'UE au 2nd semestre. Ainsi, les Pays-Bas, l'Allemagne ou la Pologne ont vu leurs envois vers la France nettement progresser.



Viandes bovines fraîches et congelées, veau compris.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Les importations « boostées » par une offre plus étoffée en UE

Les importations françaises de viande bovine auraient progressé de 3% en 2018. D'une part, la décapitalisation laitière engendrée par l'épisode climatique extrême qui a touché la plupart des pays de l'UE a étoffé l'offre disponible. D'autre part, malgré des achats en retrait de viande bovine piécée par les ménages notamment en GMS, la mutation des modes de consommation semble jouer à plein. Ainsi, le dynamisme des secteurs de la restauration hors domicile et de la transformation (production de plats préparés) aurait permis d'absorber les importations supplémentaires de viande.

Elles ont progressé en provenance des Pays-Bas (+7%), d'Allemagne (+4%) ou de Pologne (+16%), où les abattages de réformes laitières ont été dynamiques. Les volumes arrivant des Pays-Bas sont en partie constitués de viandes de veau et de gros bovins provenant d'autres États membres pour être découpées dans les ateliers néerlandais, augmentant le poids de ce pays dans les importations françaises. Quant à la viande polonaise, elle continue sa montée en gamme tout en restant compétitive. Elle poursuit sa progression en volume, essentiellement sous forme congelée.

Une viande congelée polonaise très compétitive

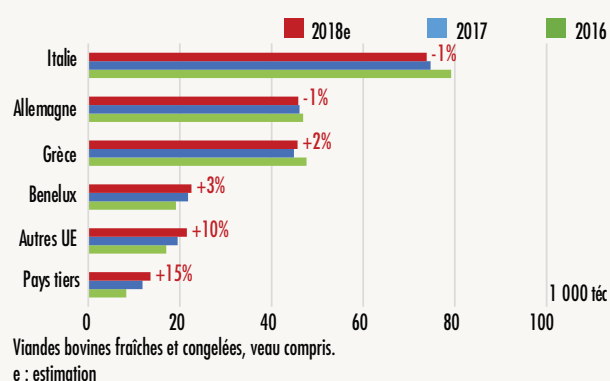
Malgré une offre plus étoffée, l'attrait pour la viande bovine polonaise congelée se confirme dans les prix relevés en douane. Sur les 10 premiers mois de 2018, le prix moyen de la viande congelée importée de Pologne a augmenté de 14% /2017 à 2,69 €/kg éc, soit +33 cts. Entre les découpes et les steaks hachés pour la RHD, la viande congelée polonaise est mieux valorisée en France qu'ailleurs en restant très compétitive face aux autres origines.

Malgré une hausse des disponibilités, les volumes en provenance d'Irlande ont nettement reculé de -6% /2017, surtout en viande congelée, 10% plus chère que celle importé de Pologne.



EXPORTATIONS FRANÇAISES DE VIANDES BOVINES

Avec une hausse de la production de JB de race à viande, nettement majoritaire dans les exportations de viande bovine française, les envois ont progressé en 2018. Elles ont surtout augmenté vers les destinations « secondaires » en Europe et vers les pays tiers.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Exportations en hausse

Avec l'érosion structurelle de l'engraissement de JB laitiers, leurs abattages ont à nouveau diminué de 11% /2017. Ce repli a néanmoins été compensé par les tonnages de JB de race à viande abattus, qui constituent la large majorité de ces viandes exportées. Ceux-ci ont progressé de 3% /2017. Ainsi, les exportations de viande bovine réfrigérée et congelée ont pu progresser de 2% à 223 000 téc.

Sur les trois destinations historiques (Italie, Grèce, Allemagne), seuls les envois de viande réfrigérée vers la Grèce ont progressé : +2% à 45 000 téc. Ils restent cependant loin des niveaux antérieurs à la crise économique qui a touché le pays. D'après les douanes françaises, les envois ont reculé de 1% vers l'Allemagne et l'Italie, respectivement à 44 000 téc et à 72 000 téc.

Des envois français plus limités vers l'Italie et l'Allemagne

Même si les flux ont diminué en 2018, l'Italie reste le 1^{er} client de la France, avec le tiers des exportations. Les envois français perdent à nouveau du terrain, notamment face à des abattages indigènes en hausse et à la concurrence des viandes sud-américaines (Argentine, Brésil).

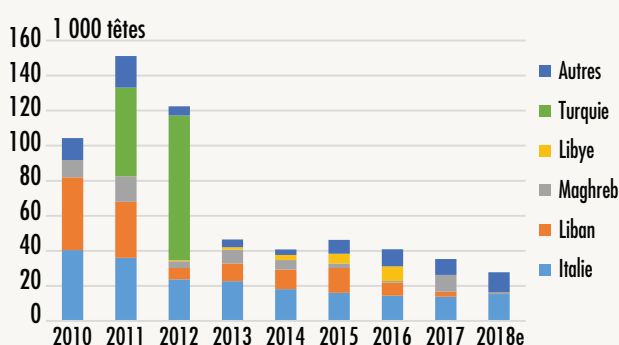
En Allemagne, les exportations françaises, comme celles des autres principaux fournisseurs, reculent.

Des envois croissants vers les destinations secondaires

La progression des exportations françaises en 2018 s'explique par la hausse des envois vers des destinations jusqu'ici « secondaires » comme les Pays-Bas ou le Maghreb. Les opérateurs français paraissent, dans une certaine mesure, diversifier leurs clients dans l'UE comme à l'extérieur et ce alors même que la Turquie, qui avait importé 3 000 téc de viande bovine française au 2nd semestre de 2017, a cessé toute transaction avec la France en 2018.

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE TAURILLONS VIFS FINIS

Les exportations françaises de taurillons vifs finis poursuivent leur net repli entamé depuis 2015. En 2018, la chute des envois vers l'Algérie explique l'ampleur de la baisse. Les flux sont désormais nuls vers le Liban.



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, Douanes et estimations

Les exportations de JB finis en chute libre

Après trois années de baisse, l'année 2018 ne déroge pas. Les exportations françaises de JB finis ont enregistré un très net repli de 21% /2017. Sur l'année, seulement 27 800 têtes ont été exportées depuis la France, malgré une progression des envois vers l'Italie au 2nd semestre. La concurrence d'autres exportateurs que sont l'Espagne, les pays de l'Est ou encore l'Ukraine, mais surtout la quasi-disparition des échanges avec l'Algérie ont été déterminantes dans ce nouveau repli des envois français.

Avec désormais plus de la moitié des animaux expédiés, l'Italie reste le premier débouché des taurillons finis. Si les envois sont nuls vers la Libye depuis maintenant deux années consécutives, ils le sont également désormais pour le Liban.

Le retrait de l'Algérie est déterminant

Les exportations de JB prêts à abattre à destination de l'Algérie ont connu un coup d'arrêt en 2018. Seules 1 200 têtes ont été envoyées au printemps contre près de 10 000 sur l'ensemble de 2017 (-87%). Fin juin 2018, les services vétérinaires algériens ont confirmé la fermeture du marché aux importations de bovins vivants pour cause d'épizootie de fièvre aphteuse. Les exportations de JB finis n'ont pas repris depuis. Le marché est de nouveau fermé depuis le 31 décembre 2018 pour les mêmes raisons.

Sursaut des envois vers l'Italie au 2nd semestre

Avec un peu plus de 15 000 têtes, les envois vers l'Italie ont modestement rebondi (+10% /2017) après neuf années consécutives de baisse liée à l'évolution des circuits d'approvisionnement dans le sud du pays, principale région importatrice.

3

LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE



Sécheresse, réformes massives, baisse des prix

La sécheresse qui a touché presque tous les États membres a provoqué des réformes massives de vaches laitières qui sont venues abonder la production totale en UE, en hausse de 2% /2017. Le retour des importations en provenance de pays tiers (+6%) ont elles aussi participé à alourdir le marché. Malgré les efforts pour ouvrir des marchés tiers, les exportations extra-UE se sont repliées face à la concurrence accrue des grands exportateurs mondiaux (Brésil, Australie et USA). Le disponible consommable dans l'UE a ainsi augmenté (+2%), au détriment des prix, fortement réajustés à la baisse.

4

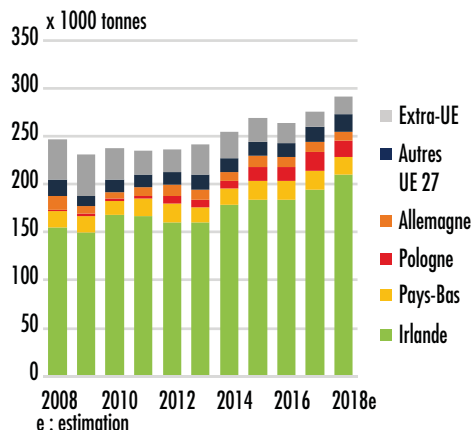
EUROPE ROYAUME-UNI



DONNÉES REPÈRES

- Consommation : 1,22 million de téc et 18,5 kgéc/hab.
- Part des importations (vif fini et viande) dans la consommation : 37%

IMPORTATIONS BRITANNIQUES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Defra, AHDB et estimations

À la veille du Brexit, la filière viande bovine au Royaume-Uni a connu une année dynamique sur de nombreux plans : production, commerce extérieur et consommation. Alors que le taux de change n'a quasiment pas joué, les prix moyens annuels sont restés stables après deux semestres opposés.

Production en hausse

La production de viande bovine est repartie à la hausse en 2018 avec 925 000 téc produites (+2% /2017). En 2018, le total des abattages était légèrement supérieur (+0,7% /2017), pour atteindre 1,99 million de têtes. Les abattages de bœufs (-1,6%) et de JB (-1,7%) ont diminué par rapport à l'année précédente alors que ceux de vaches (+5,2%) et de génisses (+4,7%) ont progressé. La hausse des abattages de génisses devrait avoir un impact sur le cheptel reproducteur, limitant la possibilité de renouvellement.

La sécheresse a mis les cours sous pression au second semestre. Les prix plus soutenus du 1^{er} semestre lissent cependant l'évolution annuelle : en moyenne sur 2018, la cotation du bœuf R atteint 4,15 €/kg éc (-1% /2017) celle de la vache R 3,28 € (=).

Commerce extérieur et consommation dynamiques

Les échanges et la consommation ont été dynamiques en 2018. Par bilan, la consommation a augmenté de 2%, portée par une mutation des produits consommés (succès des burgers, marinades, plats préparés) et des lieux de consommation (attrait de la restauration hors domicile), comme en France.

Avec la stabilité du taux de change de la livre en 2018, importations (+2% /2017) et exportations (+6%) progressent. En Europe, l'Irlande se taille la part du lion (+8%). Hors d'Europe, c'est au Brésil (+64%) et en Uruguay (+26%) que les achats progressent le plus. Mais l'année 2019 est plus que jamais incertaine avec la mise en œuvre du Brexit...

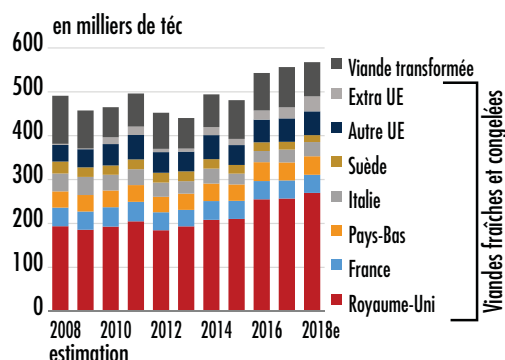


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE IRLANDE

DONNÉES REPÈRES

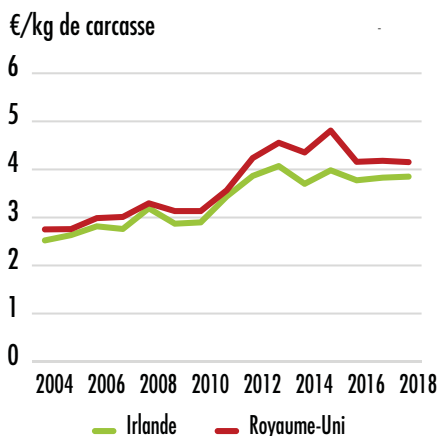
- Consommation : 113 000 téc et 23 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 91%

EXPORTATIONS IRLANDAISES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

COTATION DU BŒUF R3 EN IRLANDE ET AU ROYAUME-UNI



Source : GEB Institut de l'Élevage, d'après Bord Bia et Commission Européenne

La hausse de la production irlandaise a été intégralement absorbée par le marché britannique. Les prix se sont plutôt mieux maintenus que dans les autres États membres.

Hausse des volumes abattus malgré le repli de la production de bœufs

Après une hausse de 7% en 2017, la production irlandaise de viande bovine a encore progressé de 1% à 623 000 téc en 2018. Si les abattages de bœufs se sont repliés à 236 000 téc (-2%), ceux des autres catégories ont augmenté : +2% à 176 000 téc pour les génisses, +6% à 89 000 téc pour les taurillons et +4% à 122 000 téc pour les vaches. L'Irlande n'a pas été épargnée par la sécheresse estivale qui a touché une grande partie de l'Europe. Les réformes ont donc été massives à partir de l'été.

Avec la baisse continue du cheptel allaitant et la progression du cheptel laitier, la production irlandaise est de plus en plus issue du lait, une évolution que le croisement industriel ne compense pas. En 2018, les enregistrements de veaux issus d'un père de race à viande ont diminué de -1,4% à 1,554 million de têtes (soit -23 000 têtes), alors que ceux issus d'un père laitier ont augmenté de +3% à 785 000 têtes (+22 000 têtes).

Le marché britannique a absorbé la hausse de production

Dans la mesure où plus de 90% de la production irlandaise est exportée, la hausse des abattages a abondé les exportations de viande bovine (+2% à 568 000 téc). Les envois de viande fraîche et congelée vers le Royaume-Uni (+5% à 270 000 téc) ont absorbé la totalité de la hausse. Les flux ont également poursuivi leur reprise vers l'Italie (+11% à 32 000 téc). Ils ont en revanche été stables vers la France et les Pays-Bas. Les expéditions de viande transformée se sont repliées (-15% à 78 000 téc), les abattages massifs de vaches dans tous les pays européens ayant réduit les besoins à l'import et les prix des produits irlandais s'étant révélés moins compétitifs.

Les prix se sont bien maintenus en moyenne annuelle

En moyenne sur l'année, le bœuf R3 irlandais cotait 3,84 €/kg (= /2017 et +2% /2016), toujours légèrement inférieur au bœuf britannique étant donnée la préférence accordée au bœuf national dans les supermarchés britanniques. Les cotations annuelles des génisses et JB R3 ont également été stables sur l'année. Celle de la vache O s'est effritée de 1% à 3,13 €/kg. Après un 1er semestre au plus haut, elle a fortement chuté au second semestre en lien avec les réformes massives.

La démographie et la reprise économique boostent la consommation

La consommation de viande bovine tend à se redresser. Non seulement la démographie progresse, mais le pouvoir d'achats des Irlandais est également à la hausse. En témoigne le taux de chômage qui n'a cessé de chuter depuis 4 ans, passant de 11,5% en septembre 2014 à 5,4% en septembre 2018. Néanmoins, seulement 9% de la production de l'Eire trouve son débouché dans le pays, et même moins en prenant en compte les importations...

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ IRLANDAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2014	2015	2016	2017	2018 e	2018/2017
Abattages	582	564	588	617	623	+1%
Importations	30	33	37	41	57	+41%
Exportations	494	481	543	556	568	+2%
Consommation*	118	116	82	101	113	+11%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation irlandaise calculée par bilan est à prendre avec précaution.

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Eurostat et Bord Bia

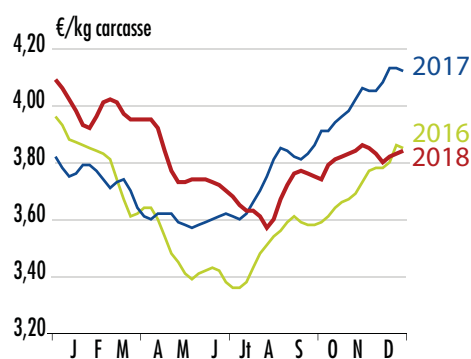


3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ALLEMAGNE

DONNÉES REPÈRES

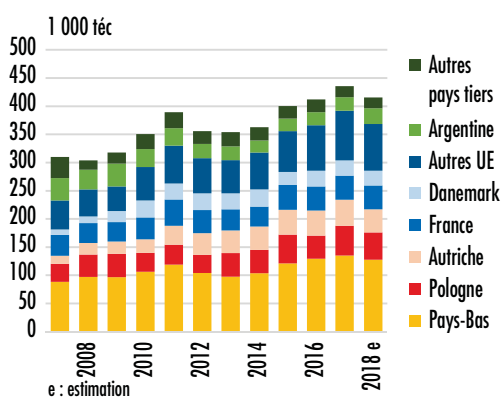
- Consommation : 1,225 million de téc et 14,7 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 36 %
- Part des exportations dans la production : 28 %

COTATION NATIONALE DU JEUNE BOVIN R EN ALLEMAGNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après cotation nationale

IMPORTATIONS ALLEMANDES DE VIANDE BOVINE RÉFRIGÉRÉE ET CONGELÉE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ALLEMAND EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2013	2014	2015	2016	2017	2018e	2018/2017
Abattages	1 106	1 128	1 124	1 148	1 124	1 124	=
Importations viande	377	387	425	440	466	446	-4%
Exportations viande	411	426	404	397	376	345	-8%
Consommation	1 073	1 089	1 145	1 191	1 213	1 225	+1%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat, AMI et estimations

La consommation allemande a poursuivi son développement tout en ayant un peu moins recours à l'import. Avec une production stable, c'est la baisse des volumes exportés qui a permis cette renationalisation du marché.

La consommation allemande poursuit sa progression

La consommation allemande calculée par bilan augmente maintenant depuis 5 années consécutives. Portée notamment par la croissance, tant économique que démographique, et par plus de promotion en lieu de vente notamment pour la viande hachée, elle a encore gagné 1% en 2018.

Plus de vaches et moins de jeunes bovins pour des abattages stables

En 2018, la production allemande est restée stable à 1,124 million de téc (= /2017). Les abattages de vaches comme de génisses ont progressé de +4% /2017 à respectivement 391 000 et 170 000 téc, en raison de réformes abondantes provoquées par la pénurie de fourrages liée à une sécheresse estivale extrême. À l'inverse, la production de taurillons a poursuivi son lent déclin (-3% /2017, à 503 000 téc).

La production devrait se réduire en 2019. L'enquête cheptel de novembre 2018 montrait une baisse des effectifs dans toutes les catégories : mâles de 1 à 2 ans (-1,3% à 921 000 têtes) et surtout génisses de plus d'un an (-3,5% à 2,604 millions de têtes) et vaches laitières (-2,3% à 4,101 millions de têtes).

Prix sous pression

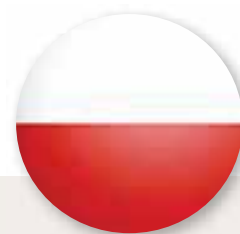
La hausse de l'offre de réformes laitières en Allemagne et dans l'UE a déprimé l'ensemble du marché sur le second semestre, à commencer par la cotation de la vache O. En moyenne annuelle, le constat est plus nuancé même si celle-ci a été dépréciée (-2% /2017) pour s'établir à 2,99 €/kg de carcasse. Le jeune bovin s'en tire mieux, à 3,90 €/kg éc (+1% /2017), malgré une hausse saisonnière décevante en fin d'année.

Renationalisation du marché allemand

Première depuis 5 ans, les importations allemandes de viande bovine auraient diminué de 20 000 téc en 2018. Après le pic de 2017, elles plafonneraient à 446 000 téc (-4% /2017) selon nos estimations. Tous les gros fournisseurs européens sont touchés par cette baisse. Hors viande transformée, les envois auraient baissé depuis les Pays-Bas (-6% /2017 à 128 000 téc), la Pologne (-8% à 48 000 téc), l'Autriche (-12% à 42 000 téc) et la France (-1% à 42 000 téc). Ils auraient en revanche progressé depuis l'Argentine (+12% à 28 000 téc) et le Brésil (+8% à 8 000 téc), de retour sur le marché communautaire.

En baisse depuis plusieurs années, les exportations de viande bovine ont enregistré un recul plus marqué en 2018 (-8% /2017). La renationalisation du marché et la hausse des volumes consommés ont accru la demande interne en viande allemande, réduisant d'autant le disponible exportable.

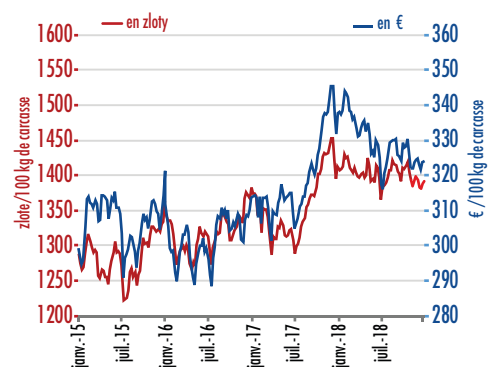
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE POLOGNE



DONNÉES REPÈRES

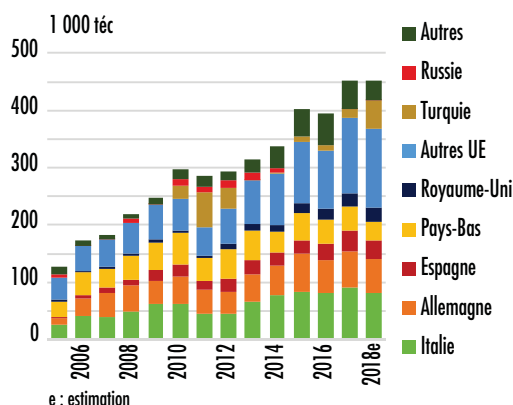
- Consommation : 110 000 téc et 2,9 kgéc/hab.
- Part des exportations dans la production : 85%

COTATION POLONAISE DU JB O EN EURO ET EN ZLOTY



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission Européenne et Banque de France

EXPORTATIONS POLONAISES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ POLONAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2013	2014	2015	2016	2017	2018e	2018/2017
Abattages	373	413	471	501	559	569	+2%
Importations viande	14	17	25	30	27	25	-9%
Exportations viande	340	369	431	425	484	484	=
Consommation*	47	61	65	107	102	110	+8%

* Au regard de sa faible importance par rapport à la production et aux échanges, le chiffre de la consommation polonaise calculée par bilan est à prendre avec précaution..

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Lerigz, Eurostat et estimations

La forte croissance de la production polonaise a été freinée en 2018. Les volumes exportés ont été tout juste stables.

Seulement +2% de viande bovine produite

La production abattue polonaise a progressé plus modestement que les années passées pour totaliser 569 000 téc (+2% /2017). Les abattages de taurillons ont progressé de 3% à 324 000 téc. La sécheresse et le manque de fourrages dans le pays ont eu des effets limités sur les abattages de femelles. Leur progression est modérée : +2% /2017 pour les génisses (à 82 000 téc) comme pour les vaches (à 163 000 téc).

D'après les résultats de l'enquête cheptel de juin 2018, le nombre de bovins de moins d'un an était en recul de -2% par rapport à 2017, à 1,69 million de têtes. Les mâles de 1 à 2 ans restaient plus nombreux (+3% /2017), mais une partie d'entre eux ont été abattus en 2018. Ainsi, la production de viande bovine devrait plafonner en 2019.

Les cours pâtissent de l'offre étoffée sur le marché communautaire

En 2018, les cotations polonaises se sont encore rapprochées de la moyenne européenne. Pour les mâles, elles ont bénéficié des achats turcs jusqu'à la crise économique qui a touché ce pays. En femelles, elles ont bien résisté à la baisse généralisée sur le marché communautaire au 2nd semestre, grâce à la valorisation croissante de la viande de transformation polonaise sur les marchés européens.

La cotation polonaise du JB O s'est établie à 3,29 €/kg de carcasse en moyenne annuelle (+3% /2017). La hausse est identique en zloty, du fait de la stabilité de sa parité en euro (= /2017). Malgré une offre communautaire pléthorique au 2nd semestre, les prix annuels des vaches se sont appréciés notamment grâce à un 1^{er} semestre plus dynamique (+5% pour la vache O à 2,88 €/kg de carcasse en moyenne annuelle).

Des exportations stables

Les exportations polonaises de viande bovine réfrigérée et congelée sont restées stables en 2018, à 484 000 téc selon nos estimations. La renationalisation de certains marchés, la hausse de la production abattue en Europe et la concurrence des viandes sud-américaines ont conduit à un recul des volumes vers de nombreux clients européens importants : -8% vers l'Italie et l'Allemagne, -15% vers les Pays-Bas et l'Espagne. Les envois vers le Royaume-Uni ont en revanche poursuivi leur hausse (+5%) et ceux vers la Turquie ont plus que triplé par rapport à l'année précédente.

La consommation toujours à l'étiage

La consommation nationale de viande bovine reste encore marginale (2,9 kgéc/hab. en 2018) même si elle semble légèrement progresser. Le consommateur polonais privilégie toujours d'autres viandes dont le porc et la volaille.

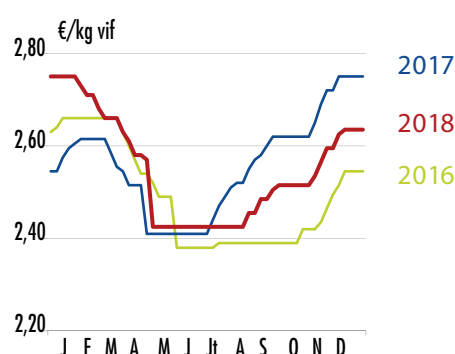
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ITALIE



DONNÉES REPÈRES

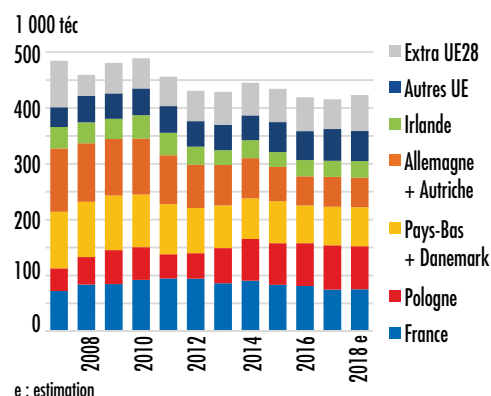
- Consommation : 1,06 million de téc et 17,5 kgéc/hab.
- Part des importations dans la consommation : 41 %

COTATION DU JB CHAROLAIS DE 1^{ÈRE} CATÉGORIE DE 700-750 KG À MODÈNE



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène

IMPORTATIONS ITALIENNES DE VIANDES BOVINES FRAÎCHES ET CONGELÉES



Source : GEB - Institut de l'Élevage, d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ ITALIEN EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2014e	2015e	2016e	2017e	2018e	2018/2017
Abattages	756	754	764	765	793	+4%
Importations viande	455	447	434	426	434	+2%
Exportations viande	162	168	172	171	168	-2%
Consommation	1 049	1 034	1 026	1 020	1 059	+4%

e : estimation

Source : GEB- Institut de l'Élevage d'après Anagrafe zootecnica, ISMEA et douanes italiennes

Les prix des jeunes bovins italiens ont subi la pression d'une offre en hausse, tant en interne qu'en provenance des pays tiers. Les achats aux autres États membres de l'UE sont en revanche restés quasi-stables.

Hausse de production

La production italienne aurait progressé de 4% d'après nos estimations. La forte hausse des cours au second semestre 2017 et les signes de reprise de consommation ont stimulé les mises à l'engraissement de jeunes bovins mâles et femelles à partir de l'automne 2017. Par ailleurs, les nombreuses réformes de vaches ont significativement contribué à accroître la production abattue. Elles ont d'ailleurs conduit à une baisse du cheptel reproducteur en fin d'année (-1,3% /2017), alors qu'il était resté stable les 2 années précédentes.

Les prix redescendent de leur sommet

Au plus haut fin 2017, grâce aux premiers signes d'une reprise de consommation, les prix se sont réajustés à la baisse courant 2018 en raison d'une offre plus étoffée et du retour des viandes de pays tiers. Ils restent relativement élevés en moyenne annuelle (2,55 €/kg vif pour le Charolais de 700-750 kg, soit -1% /2017 et +3% /2016), car ils partaient de haut en début d'année, mais ont fini l'année à un niveau plus modeste (2,65 €/kg, soit -4% /2017 et +4% /2016).

Les pays tiers de nouveau dans la place

Les importations italiennes de viande bovine ont rebondi en 2018 (+2% /2017) pour retrouver leur niveau de 2016. En provenance de pays tiers, les volumes auraient atteint leur plus haut niveau depuis 10 ans. La viande brésilienne, après le coup de frein de 2017 dû au scandale de corruption ayant éclaboussé JBS, est revenue massivement (+30% à 38 000 téc), permettant aux fabricants de bresaola de reconstituer leurs stocks. Les découpes nobles d'Argentine (+27% à 8 000 téc) et d'Australie (+50% à 3 000 téc) ont également amorcé leur retour, sans doute davantage en restauration que sur les linéaires de GMS.

À l'inverse, l'Italie a eu moins recours à la viande polonaise (-3% à 77 000 téc) qui reste toutefois la première origine importée, devant la France (75 000 téc, stable d'un an sur l'autre).

La consommation se redresse

La consommation de viande bovine continue de se redresser en Italie. Calculées par bilan, les disponibilités consommables auraient progressé de 4% /2017 d'après nos estimations. Le panel Nielsen indique par ailleurs sur les 8 premiers mois de l'année une hausse de 0,4% des achats des ménages en volume et de 3% en valeur. Sur l'année 2017, les achats de viande bovine par les ménages avaient déjà progressé de 1,7% /2016 en volume et de 3,4% en valeur.

Baisse des exportations

Malgré la hausse des abattages de vaches de réforme, les exportations italiennes de viande bovine se sont réduites de 2%. Les larges disponibilités dans les pays clients et la demande croissante en Italie pour la viande de transformation – l'Italie n'échappant pas à la mode du burger – ont réduit les échanges.

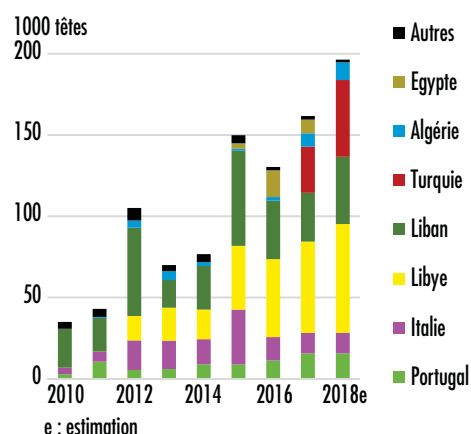
3 LE MARCHÉ DES GROS BOVINS EN EUROPE ESPAGNE



DONNÉES REPÈRES

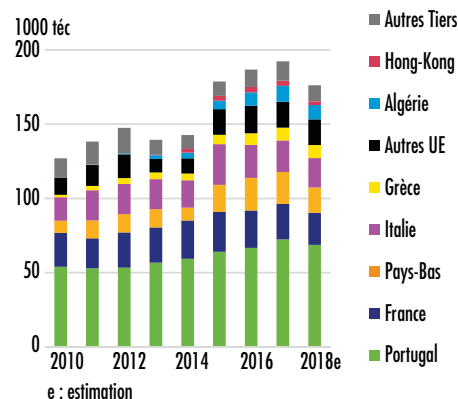
- Consommation : 13,5 kgéc/hab en 2018
- Part des exportations dans la production abattue : 27%
- Part des exportations dans la production totale : 33%

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE BOVINS FINIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

EXPORTATIONS ESPAGNOLES DE VIANDES BOVINES



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ VIANDE BOVINE EN ESPAGNE

1000 téc	2013	2014	2015	2016	2017	2018e	2018/2017
Abattages	581	579	626	637	641	660	+3%
Importations viande	132	137	138	152	150	147	-2%
Exportations viande	140	143	179	187	192	177	-8%
Consommation	573	573	586	602	599	631	+5%*

* Le calcul de la consommation apparente ne tient pas compte des variations de stock. Le recul des exportations espagnoles en 2018 a sans doute provoqué une hausse des stocks et un rebond de la consommation apparente.

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et estimations

La production espagnole a encore nettement progressé en 2017, les performances de la filière à l'export et le coût des intrants qui reste modéré encouragent ce développement. 33% de la production de bovins finis est exportée à 80% en viande et à 20% en vif.

Forte hausse des sorties de JB

La production espagnole de viande bovine est depuis 2014 sur une dynamique très positive. Les sorties de bovins finis ont progressé de 13% entre 2014 et 2017 et devraient de nouveau progresser de 6% entre 2017 et 2018 à 2,68 millions de têtes. Ce développement s'explique par la forte compétitivité de la production de JB qui permet le développement des exportations de viande et de vif fini.

L'export vif : un succès qui se confirme

Les exportations espagnoles de JB finis connaissent un fort développement depuis 2014. Selon nos estimations elles devraient atteindre les 196 000 têtes en 2018 soit +20 % /2017 et +140 % /2014. S'il existe des flux réguliers de JB espagnols vers le Portugal et l'Italie, la croissance des exportations s'opère avec les pays tiers autour de la Méditerranée. Les exportations de JB ont été très dynamiques vers le Liban, la Libye et la Turquie en 2018, même si la crise financière en Turquie a fortement pénalisé le commerce au 2nd semestre. Pour servir ces marchés, les opérateurs font preuve d'une grande souplesse en termes de conformation et de poids des animaux. La grande taille des élevages facilite en outre considérablement la mise en quarantaine et la logistique d'export des JB. Enfin, la stratégie de contrôle de la FCO mise en place en Espagne a permis de maintenir la plupart du territoire en zone indemne, ce qui simplifie considérablement les procédures sanitaires.

Un concurrent agressif sur le marché de la viande

Les exportations espagnoles de viande ont reculé en 2018, de -8% /2017 à 177 000 téc selon nos estimations, un repli qui fait suite à une année 2017 record. Les exportations de viandes ont par ailleurs pâti du dynamisme des exportations de JB finis. Le Portugal a acheté près de 40% des exportations espagnoles de viande, la demande portugaise est croissante probablement en lien avec le tourisme. L'Espagne a également expédié environ 13% de ses exportations annuelles vers les pays-tiers, principalement en Algérie et à Hong-Kong.

Concurrence sur le marché intérieur

En Espagne, la consommation de viande bovine se rétablit après avoir fortement chuté entre 2007 et 2014. Le redressement global de l'économie et la forte hausse des entrées touristiques expliquent le rebond de la consommation apparente qui a progressé de 26 000 téc entre 2014 et 2017 (+4,5%). Ce gain de consommation s'est accompagné d'une nette hausse des importations de viandes (+13 000 téc en 4 ans), même si ces achats plafonnent depuis deux ans.

4

LE MARCHÉ DES BROUTARDS FRANÇAIS

Une offre en net repli

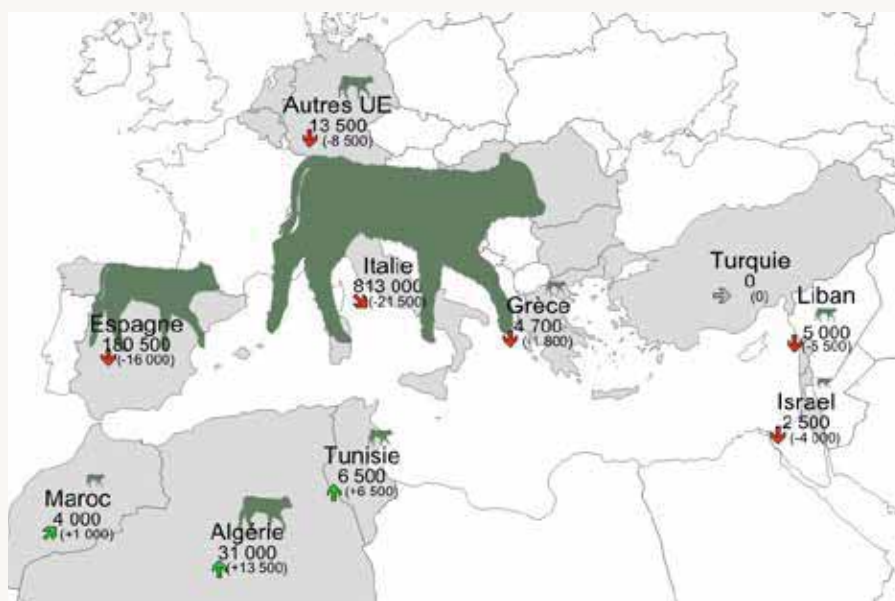
Faute d'offre, les exportations françaises de broutards ont reculé en 2018 (-4% /2017), malgré la dynamique de la demande. Ce repli est la conséquence de la décapitalisation doublée de l'effondrement ponctuel des naissances allaitantes au 2nd semestre 2017. Les flux se sont de nouveau concentrés sur l'Italie et dans une moindre mesure vers l'Espagne et l'Algérie. Les prix, qui ont progressé dans toutes les catégories par rapport à 2017 et les difficultés liées à la FCO ont rendu difficile la diversification des destinations à l'export.



EXPORTATIONS 2018

PRINCIPAUX FLUX DE BROUTARDS

Exportations françaises estimées de bovins maigres par pays d'arrivée
 Nombre de têtes en 2018 et variation 2017/18



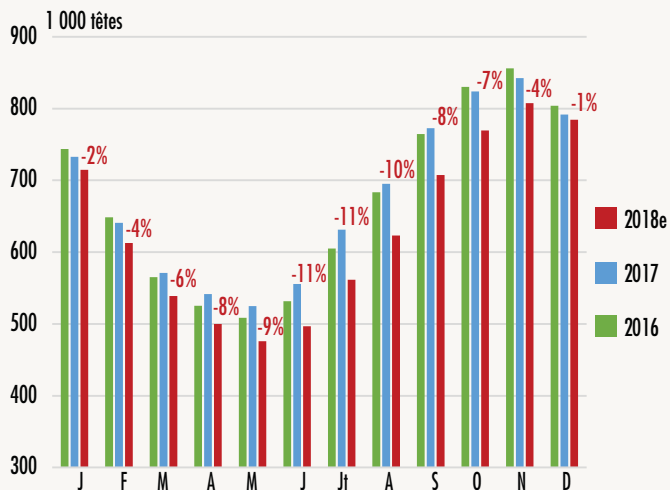
Estimation des exportations françaises de gros bovins maigres en 2018 :

- Vers l'Italie : 813 000 têtes
 - Vers l'Espagne : 180 500 têtes
 - Vers la Grèce : 4 700 têtes
 - Vers les autres pays de l'UE : 28 000 têtes
 - Vers les pays tiers : 54 000 têtes
- dont
- Algérie : 31 000 têtes
 - Tunisie : 6 500 têtes
 - Maroc : 4 000 têtes
 - Liban : 5 000 têtes
 - Israël : 2 500 têtes
 - Turquie : Ø

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDNI données BOVEX et estimations
 Cartographie Cartes & Données - © Arlicque

EXPORTATIONS 2018

STOCKS DE MÂLES DE RACES ALLAITANTES DE 6-12 MOIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI

BILAN DES EXPORTATIONS FRANÇAIS DE BOVINS MAIGRES*

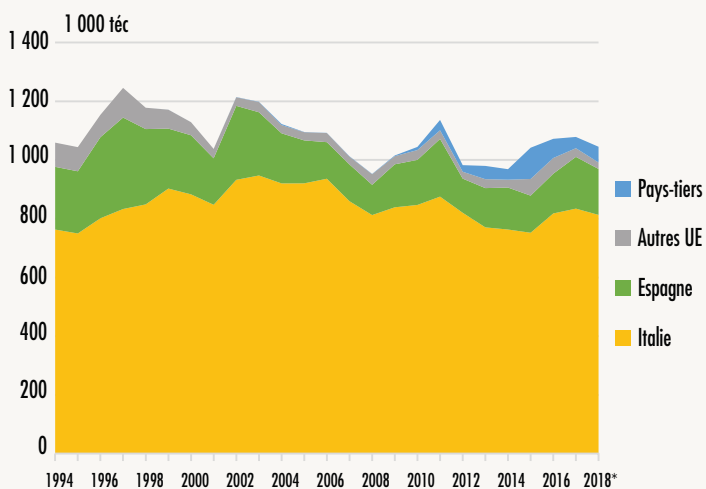
Têtes	2014	2015	2016	2017	2018	2018/2017
Mâles maigres de plus de 300 kg vif	686 000	755 000	756 000	751 000	710 000	-5%
Femelles maigres de plus de 300 kg vif	301 000	304 000	337 000	359 000	355 000	-1%
TOTAL	987 000	1 059 000	1 093 000	1 110 000	1 065 000	-4%

e : estimation

* Bovins de toutes races exportés vifs entre 4 et 14 mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE BDNI

EXPORTATIONS FRANÇAISES DE GROS BOVINS MAIGRES



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDNI données BOVEX et estimations

-4%

C'est notre estimation de l'évolution du nombre de broutards exportés en 2018.

Le manque d'offre est la principale cause du recul des exportations de broutards en 2018. Il fait suite au repli du cheptel et au creux des naissances allaitantes du 2nd semestre de 2017.

Au 1^{er} juin 2018, il y avait dans les exploitations françaises 497 000 mâles de races allaitantes âgés de 6 à 12 mois soit 11% de moins qu'en 2017. Ce recul des disponibilités en broutards, directement lié à la chute des naissances du 2nd semestre 2017 (-11%/2016), a été particulièrement marqué d'avril à octobre. Alors que les principaux marchés, l'Italie et l'Espagne, étaient demandeurs de broutards français, le manque d'offre a directement impacté les effectifs exportés qui ont reculé de 4%/2017.

Tirées vers le haut depuis 4 ans par les envois de femelles, les exportations de broutards français ont reculé en 2018 à 1 065 000 têtes, soit 45 000 animaux de moins qu'en 2017.

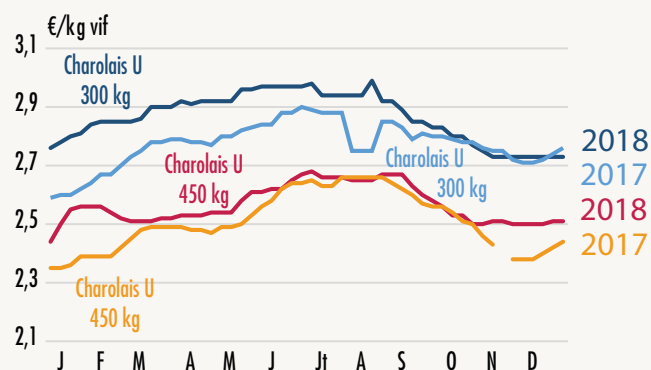
Depuis plusieurs années, en lien avec l'évolution du marché italien, la proportion de femelles dans les bovins maigres exportés progresse. Elles ont représenté 1/3 des envois en 2018, malgré le léger fléchissement du nombre de têtes expédiées (-1% à 355 000 têtes). Ces flux de femelles restent largement supérieurs à ceux de 2016 (+5%) ou de 2015 (+17%). Cette hausse des flux a été rendue possible par le mouvement de décapitalisation du cheptel français qui libère des femelles pour l'export. Les 710 000 mâles exportés en 2018 (2/3 des broutards exportés), sont en net recul par rapport à 2017 (-40 000 têtes ou -5%).

En 2018 les envois français se sont concentrés sur le marché italien. Les prix en hausse ont pénalisé les envois vers l'Espagne et le marché algérien a été très perturbé.

La part des exportations françaises destinées au marché italien s'est accrue en 2018 : 76,5% des broutards français ont traversé les Alpes (75% en 2017). La demande italienne s'est bien tenue face à une offre limitée en France. Les marchés de broutards ont ainsi été globalement tendus en 2018. Le renchérissement des animaux a pénalisé les envois vers les autres destinations. Les flux vers l'Espagne ont reculé par rapport à leur niveau très élevé de 2017. 17% des broutards français ont traversé les Pyrénées en 2018 (18% en 2017). Le recul des cours du JB en Espagne a également limité la demande en fin d'année (cf page 19). Les pays tiers ont acheté à peine 5% des animaux exportés. Les prix élevés et les perturbations de marchés liées aux conditions sanitaires sur les 2 rives de la Méditerranée ont fortement limité les échanges.

PRIX DES MÂLES

COTATIONS DU CHAROLAIS U



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

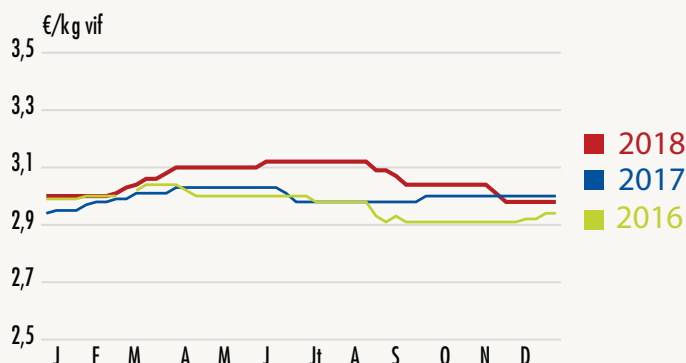
Les marchés des broutards sont restés globalement tendus en 2018. Le dynamisme de la demande à l'export et le manque d'offre ont été déterminants.

En moyenne sur l'année 2018, les cotations des broutards mâles ont progressé par rapport à 2016 et 2017. Le Charolais U de 450 kg cotait en moyenne 2,57 €/kg, soit +2,5% /2017, et le Charolais U de 300 kg 2,86 €/kg, +3% /2017. En race limousine, le mâle E de 300 kg a atteint 3,06 €/kg soit +2% /2017. Enfin le mâle Blond U de 250 kg a progressé de 5% /2017 à 3,55 €/kg. Cette hausse générale des cotations s'explique par l'offre en recul

+6 centimes d'€/kg

C'est la progression de la cotation moyenne des broutards charolais U de 450 kg en 2018.

COTATIONS DU LIMOUSIN E DE 290-300 KG



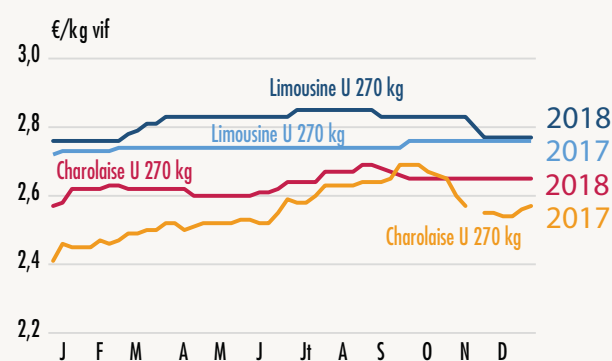
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

et la demande ferme à l'export.

Après un 1^{er} semestre bien orienté, la sécheresse faisait craindre un pic de sorties important à l'automne, faute de fourrages disponibles pour la repousse et l'engraissement en France. Mais ce pic d'offre a été fortement écrêté par le recul des naissances du 2nd semestre 2017. La baisse saisonnière des cotations est donc restée modérée (-15 centimes pour le Charolais U de 450 kg entre août et novembre contre -25 centimes en 2017), malgré un ralentissement de la demande italienne en fin d'année. Ceci a contribué à la progression de la cotation moyenne.

PRIX DES FEMELLES

COTATIONS DE LA CHAROLAISE U DE 400 KG

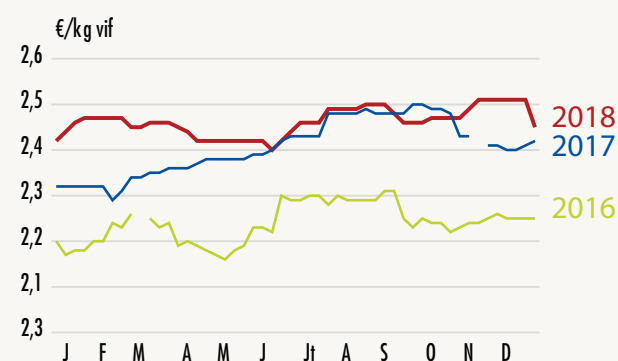


Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

La demande italienne pour les femelles d'engraissement est restée forte en 2018. Les effectifs exportés en témoignent tout comme l'évolution des cotations.

Les cours des femelles d'engraissement sont restés bien orientés en 2018. Ceux des Charolaises, qui avaient fortement progressé au 2nd semestre 2017, ne sont jamais redescendus. La Charolaise U de 400 kg a coté en moyenne 2,46 €/kg sur

COTATIONS DES FEMELLES DE 270 KG



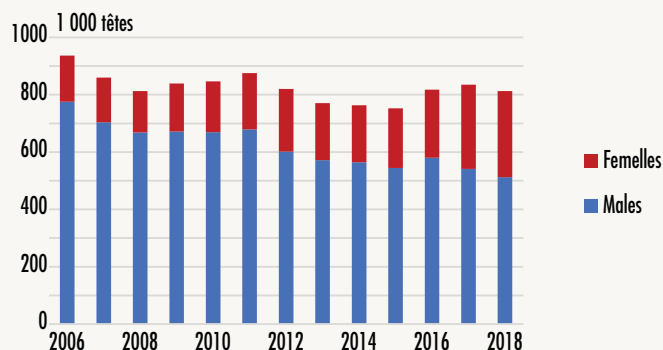
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

l'année, soit +2% /2017, et la Charolaise U de 270 kg 2,63 €/kg, +3% /2017. En race limousine, le femelle E de 270 kg a atteint 2,81 €/kg soit +3% /2017. La cotation moyenne des femelles croisées a été de 2,51 €/kg, +1% /2017.

Ces cours incitatifs, qui progressent alors même que les effectifs exportés battent des records, sont permis par la demande des GMS italiennes qui contractualisent ce type d'animaux avec les engraisseurs en alternative aux JB mâles.

EXPORTATIONS 2018

EXPORTATIONS DE BROUARDIS FRANÇAIS VERS L'ITALIE



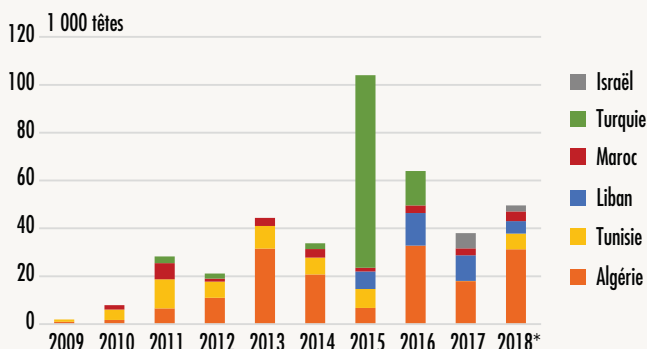
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes, DGAL-BDNI données BOVEX et estimations

Les exportations françaises d'animaux maigres à destination de l'Italie se sont fortement repliées en 2018 (-2,5% /2017) faute d'offre alors que la demande transalpine est restée dynamique notamment pour les femelles.

En Italie, les rotations ont été nombreuses dans les ateliers d'engraissement et la consommation a augmenté pour la 2nde année consécutive. Depuis 2014, on observe une progression importante de la demande en femelles d'engraissement. En 2018, les exportations de mâles français vers l'Italie ont reculé de 5,5% /2017 à 512 000 têtes alors que les exportations de génisses ont progressé de +2,5%, à 301 000 têtes. Depuis 2014, les effectifs de femelles exportées ont bondi de 51% selon nos estimations (+199 000 têtes).

Les importations Italiennes de brouards autres que français n'ont pas rebondi pour pallier le recul des envois hexagonaux. Elles sont restées marginales et inférieures à 30 000 têtes.

EXPORTATIONS DE BROUARDIS FRANÇAIS



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes Françaises

Les exportations françaises vers les pays tiers devraient atteindre 54 000 têtes en 2018, un tiers de plus qu'en 2017. Un léger rebond permis par un marché algérien pourtant très perturbé.

En 2018, l'Algérie a acheté environ 32 000 brouards français. Ce flux en hausse de +75% /2017 représente près de 60% des exports vers les pays-tiers. L'année a pourtant été frustrante pour les commerçants. Côté algérien, le marché a fermé durant l'été dans le cadre de la lutte contre la fièvre aphteuse. Côté français, les envois ont été fortement perturbés par le manque d'animaux vaccinés contre les sérotypes 4 et 8 de la FCO. Globalement, le manque d'animaux vaccinés et les prix élevés ont pénalisé l'export vers tous les pays-tiers.

L'année a été marquée par le retour des achats tunisiens qui auraient totalisé 6 500 têtes après 2 années au point mort et le maintien des achats marocains (4 000 têtes, +40%). Les exportations ont de nouveau chuté vers le Liban (5 000 têtes, -50%) et n'ont pas pu se confirmer vers Israël (2 500 têtes, -60%).

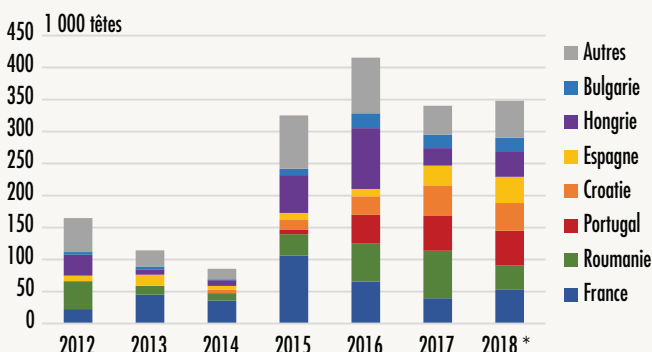
EXPORTATIONS EUROPÉENNES DE BROUARDIS

Alors que les brouards français dominent le marché communautaire, ils sont assez marginaux dans les flux européens vers les pays-tiers. Ces marchés souvent exigeants du point de vue sanitaire (FCO notamment), demandent des animaux légers et bon marché.

Selon nos estimations, les exportations européennes de brouards vers les pays tiers auraient atteint 348 000 têtes en 2018 (+2,5% /2017). Les principaux marchés des brouards européens sont la Turquie (135 000 têtes en 2018 ; +13% /2017) et Israël (105 000 têtes en 2018 ; -15% /2017) qui devancent largement l'Algérie. Ces 2 premiers marchés imposent des conditions sanitaires drastiques pour les animaux issus de zones non indemnes de FCO et leur demande se concentre sur des animaux très légers. En 2017, les brouards européens exportés pesaient en moyenne 311 kg vers Israël et 308 kg vers la Turquie.

Ces marchés dynamiques profitent avant tout aux animaux venus d'Europe de l'Est et du Portugal. Les exportateurs de ces pays proposent des animaux plus légers que les français : entre 262 kg en moyenne pour les bovins roumains en 2017 et 345 kg pour les

VOLUMES DE BROUARDIS EXPORTÉS VERS LES PAYS TIERS



e : estimation
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

Portugais. S'ils ne profitent pas directement au marché français, ces flux à l'export réduisent la pression concurrentielle sur les marchés Intra-UE, notamment italien.

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

La sécheresse estivale, l'augmentation des charges et des prix médiocres pour la viande pénalisent les revenus

En 2018, le marché des bovins aura fortement divergé entre le maigre et le gras. Le marché porteur du maigre s'est traduit par une hausse générale des prix des brouard(es). Mais les cours de toutes les catégories de gros bovins ont été en forte baisse. Ainsi le produit bovin viande chute chez les naisseurs engraisseurs et se maintient tout juste chez les naisseurs par rapport à 2017. Le transfert de montants du 1^{er} au 2nd pilier et la poursuite de la convergence se traduisent par une baisse des aides au sein de tous les systèmes. La sécheresse qui a sévi en été et durant l'automne sur la quasi-totalité du territoire a contraint les éleveurs à entamer leurs stocks dès juillet et ce jusqu'à la fin décembre. La plupart des éleveurs touchés ont dû acheter des fourrages et des aliments. Des aides exceptionnelles, débloquées par l'Etat et certains Conseils régionaux, devraient compenser pour partie le surcoût engendré, mais n'enrayent pas la hausse des charges opérationnelles.

ESTIMATIONS DES REVENUS 2017

En 2018, les effets de la sécheresse ont surtout affecté l'Est de la France. Les naisseurs spécialisés sans cultures ont souvent été les plus touchés. Avec la baisse des aides et du prix des vaches, cela aboutit à une baisse des résultats courants.

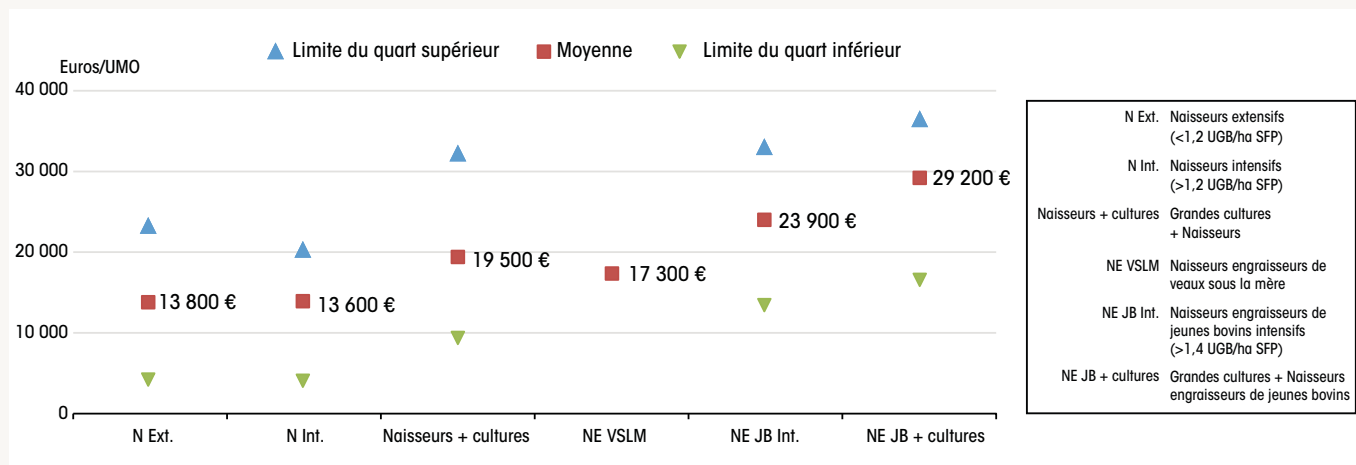
L'activité d'engraissement des animaux se voit cette année pénalisée par un marché du brouard très dynamique. Ce sont les exploitations diversifiées avec vente de cultures qui voient leur résultat se maintenir voire légèrement progresser grâce à une campagne céréalière correcte. Ainsi, les deux systèmes diversifiés naisseurs et naisseurs engraisseurs auraient en 2018 un résultat courant moyen en légère

hausse respectivement de 1,1 k€/UMO exploitant et 4 k€ par rapport à 2017. Cette hausse du revenu est d'autant plus marquée que la part des cultures de vente est grande au sein des exploitations.

Si les résultats courants sont variables d'un système à l'autre, ils le sont également au sein même des systèmes. La taille des élevages, leurs performances techniques ou leur mode de gestion peuvent, en particulier, expliquer cette variabilité. La part de cultures de ventes est également déterminante, y compris chez les spécialisés. En 2018, les aides structurelles et surtout conjoncturelles sont également des facteurs de variations du résultat courant.

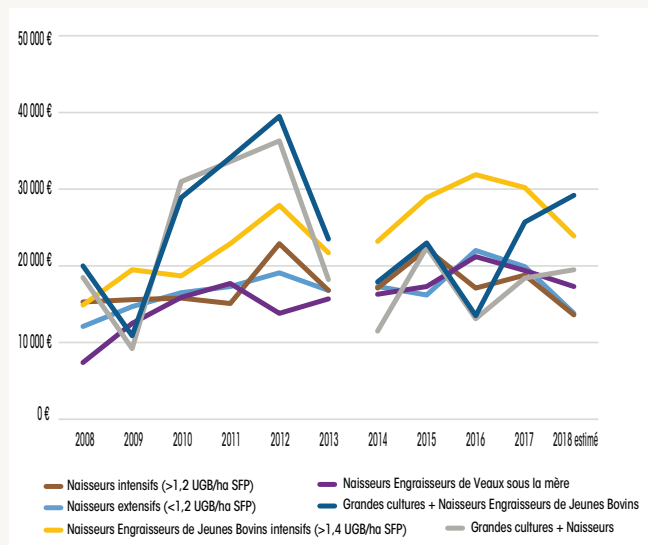
RÉSULTATS COURANTS 2018

Estimation des Résultats Courants (RC)/UMO exploitant des principaux systèmes d'élevage Bovins Viande et variabilité intra système en 2018.



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

ÉVOLUTION DES RÉSULTATS COURANTS/UMO EXPLOITANT DES PRINCIPAUX SYSTÈMES D'ÉLEVAGE BOVIN VIANDE



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Inosys Réseau d'Élevage

Du côté des aides PAC, les montants versés aux éleveurs se réduisent en 2018. Le transfert de montant du 1^{er} pilier vers le 2nd pilier pénalise tous les systèmes. Les aides aux bovins allaitants et les aides aux veaux sous la mère sont en baisse. Sous l'effet de la convergence, les aides découplées sont également en diminution, impactant davantage les systèmes avec cultures.

Les charges opérationnelles connaissent une progression importante pour tous les systèmes. Cela s'explique avant tout par la sécheresse qui a sévi à partir de l'été et jusqu'à la fin d'automne 2018. Les éleveurs ont dû affourager très précocement et puiser dans leurs stocks bien avant l'hiver. Les achats de fourrages et d'aliments ont été rendus nécessaires afin d'assurer l'alimentation durant l'hiver. Dans ce contexte, le prix de la paille a subi une inflation importante. Toutefois, à cette crise climatique s'ajoute une hausse généralisée des autres charges, et accentuée pour les frais de carburants. Seuls les fermages et les charges liées aux surfaces dérogent à la règle.

Dans ce contexte, la plupart des revenus estimés en 2018 s'inscrivent en forte baisse pour les systèmes spécialisés : de -11 % à -28 %. Seuls les naisseurs et naisseurs engraisseurs ayant une sole de culture importante semblent péniblement tirer leur épingle du jeu en 2018.

ÉVOLUTION DE REVENUS

Pour la seconde année consécutive, les évolutions des produits bovin viande sont contrastées, selon le degré de finition des animaux. Sous l'influence d'une baisse des naissances du troupeau allaitant, l'offre de brouards s'est réduite, bénéficiant ainsi aux cours avec des progressions allant jusqu'à +6 % par rapport à 2017 (brouard(e)s charolais et limousins). Inversement, le marché du gras est resté chargé. Le marché des jeunes bovins a été encombré en 2018 en France comme en Europe. L'afflux de vache de réforme s'explique par la décapitalisation enclenchée depuis avril 2017 sur les cheptels allaitants suite aux arrêts d'exploitation et renforcée par la sécheresse. Tout ceci contribue à tirer le prix des animaux vers le bas : -2 % pour les jeunes bovins, -2 % pour les vaches de réformes (et jusqu'à -9 % pour les races Blondes d'Aquitaine et Parthenaise). Cette tendance est également observée pour les veaux sous la mère, dont la demande des consommateurs, toujours plus faible en été, s'est traduite par une baisse marquée des cours durant cette période.

En céréales et protéagineux, les rendements ont certes diminué, mais les prix ont bénéficié d'un contexte favorable permettant d'améliorer le produit issu des cultures de vente.

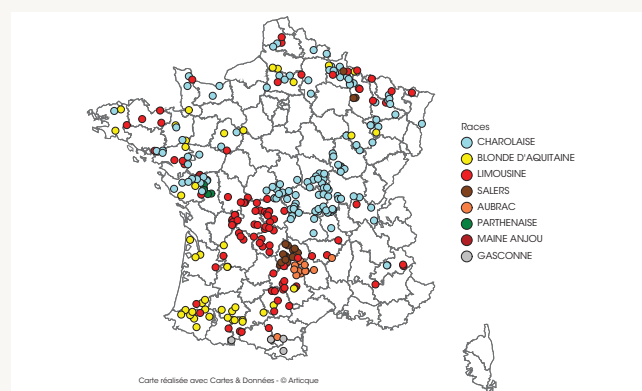
BASE DES ESTIMATIONS DE REVENUS 2018 ET MÉTHODOLOGIE

Les estimations des revenus 2018 sont établies à partir d'un panel de **241 exploitations des Réseaux d'élevage bovins viande**. Elles sont réalisées à structure constante à partir des résultats observés en 2017 (cheptel, surface, main-d'œuvre, endettement...).

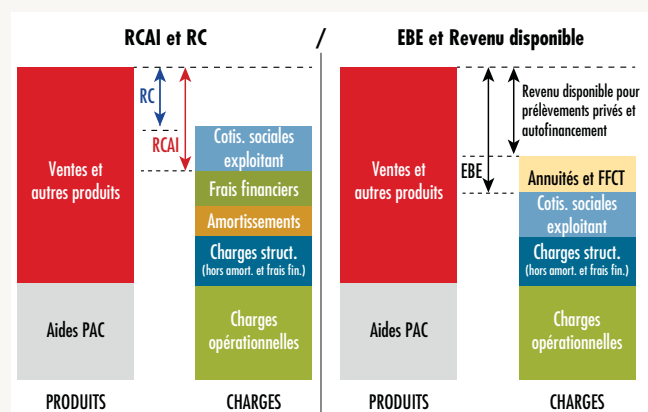
L'estimation concerne les résultats courants (RC). Ce résultat est issu d'une approche comptable, prenant en compte les amortissements et frais financiers, contrairement au « solde disponible », calculé selon une approche « trésorerie ».

LOCALISATION DES EXPLOITATIONS SUIVIES

Localisation des exploitations des réseaux d'élevage bovin viande par race



INDICATEURS DE RÉSULTATS



RCAl : résultat courant avant impôt et cotisations sociales - RC : résultat courant
EBE : excédent brut d'exploitation - FFCT : frais financiers court terme

FERMES DU RÉSEAU D'ÉLEVAGE

La base nationale des Réseaux d'élevage bovins viande compte 358 exploitations en 2018 dont 312 constituent le socle national. Celui-ci est construit pour couvrir la diversité des systèmes bovins viande français.

Plus d'informations : <http://idele.fr/filieres/bovin-viande.html>
-> onglet Réseaux d'élevage



5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

SÉCHERESSE : 75 DÉPARTEMENTS TOUCHÉS

Cette sécheresse 2018, qui a touché plus des 3/4 des départements français, s'est révélée atypique par rapport à 2011 ou 2015 en raison de son démarrage dès la fin juin et sa prolongation durant l'automne. Elle a bloqué la production d'herbe par les prairies et impacté les rendements des cultures, y compris le maïs. Le stress hydrique a compromis les semis et levées de l'automne.

Les régions les plus touchées sont le Grand-Est, la Bourgogne-Franche-Comté, l'Auvergne-Rhône-Alpes et la partie orientale des Hauts-de-France. Des aides exceptionnelles ont été débloquées par l'Etat, la MSA et certains Conseils régionaux. Toutefois, les surcoûts nets (aides déduites) pour les éleveurs s'élevaient de 14 à 45 €/UGB sur l'année 2018 selon les régions.

ESTIMATIONS DES PRODUITS EN 2018

Les résultats 2017 sont ceux constatés dans les comptes du panel des exploitations suivies.

Le produit des ventes en viande bovine

Le prix de vente **des animaux maigres** dépend de la race, du poids de l'animal et de la période de vente. Cette dernière est saisonnalisée en fonction des débouchés et de la disponibilité des animaux. Pour approcher au mieux cette variabilité en 2018, sur chacune des exploitations suivies, la période de vêlage a été associée à une période de vente des animaux. Ainsi le prix d'un brouillard Charolais de 300 kg commercialisé en automne a augmenté de 0,4 % par rapport à 2017.

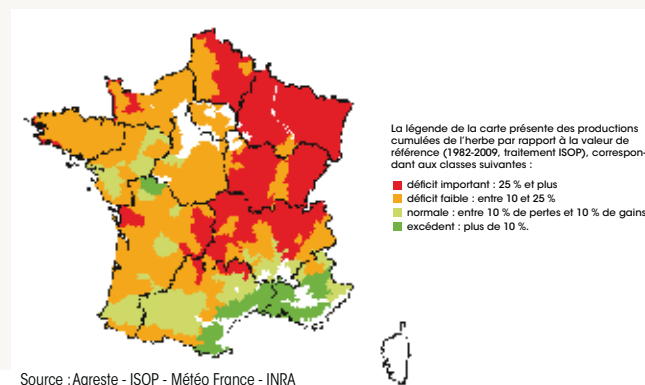
Quant aux **animaux finis**, jeunes bovins, génisses finies, bœufs et vaches de réforme, le montant des ventes 2018 a été estimé en prenant un pourcentage d'évolution annuel pour chacun des quatre bassins de production (Centre-Est, Grand-Ouest, Grand-Sud, Nord-Est). Le calcul combine le nombre d'animaux abattus par trimestre et le pourcentage d'évolution entre 2017 et 2018 du prix de la catégorie concernée pour chacun des trimestres. Ainsi le prix d'une vache de réforme viande d'une exploitation située dans le Grand-Ouest a diminué de -2,5 % en 2018/2017.

Les données de prix sont transmises par FAM et traitées par l'Institut de l'Élevage.

Estimation des produits de ventes des cultures

Le montant des ventes 2018 pour chacune des cultures réalisées sur l'exploitation a été pondéré par un coefficient propre à chaque région française, prenant en compte l'évolution de volumes et de prix constatés entre 2017 et 2018. Ces données ont été transmises par Arvalis-Institut du végétal.

POUSSE CUMULÉE AU 20 OCTOBRE 2018 - INDICATEUR DE RENDEMENT DES PRAIRIES PERMANENTES



Évolution des aides PAC

Pour les évolutions de soutiens découplés, la convergence telle que prévue dans les textes réglementaires (sans revalorisation du paiement redistributif initialement prévu) est appliquée. Deux niveaux de prélèvement sont effectués : 4,2 % pour le transfert du 1^{er} pilier vers le 2nd pilier et 1,4 % de discipline financière. La transparence GAEC est appliquée. Entre 2017 et 2018, les niveaux de soutiens perçus au titre de l'aide aux bovins allaitants (ABA) diminuent de 4,7 %.

Les niveaux de soutien ICHN augmentent légèrement via une réduction du coefficient stabilisateur. Dans nos hypothèses, les niveaux de mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) sont stables.

ÉVOLUTION DES AIDES DE LA PAC ENTRE 2017 ET 2018

AIDES	ÉVOLUTION 2018/2017
ÉVOLUTION DES PAIEMENTS DÉCOUPLÉS => CONVERGENCE	de - 0,1 à - 5,9 %
AIDE AUX BOVINS ALLAITANTS (ABA)	- 4,7 %
ICHN	+ 3,0 %
AUTRES AIDES DU SECOND PILIER	0 %

Source : Estimation Institut de l'Élevage d'après Ministère de l'Agriculture

ESTIMATIONS DES CHARGES EN 2018

Les variations des prix des intrants, des biens et services retenues pour l'estimation des revenus 2018 suivent les tendances nationales issues de l'IPAMPA Viande bovine.

LEXIQUE

- Charges opérationnelles : ensemble des charges liées à la production de l'année (par opposition aux charges de structure).
- Charges de structure : ensemble des charges de structure courantes.
- UMO exploitant : unité de main-d'œuvre exploitant. Correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an.

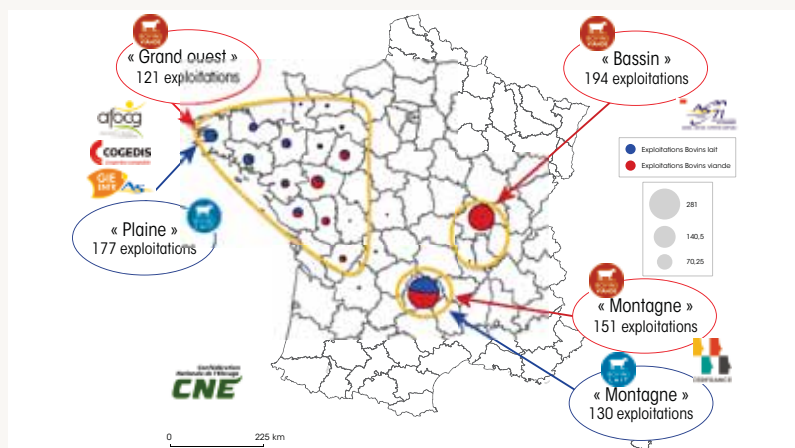
5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS

ÉVOLUTION DES TRÉSORERIES DES EXPLOITATIONS

Le résultat comptable sert à mesurer la rentabilité de l'entreprise et à calculer le montant des cotisations sociales et des impôts. En revanche, ce résultat ne préjuge pas de l'équilibre financier de l'entreprise. C'est le revenu disponible qui mesure la trésorerie de l'exploitation et qui permet d'éviter de dépenser plus que l'on gagne. Il permet d'arbitrer entre les prélèvements privés et le développement de l'entreprise par l'investissement. Connaître ces évolutions semble aussi important surtout dans le contexte tendu de ces dernières années.

L'OBSERVATOIRE DE L'ENDETTEMENT ET DES TRÉSORERIES

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES EXPLOITATIONS DE L'ÉCHANTILLON HIVER 2017-2018



Étude CNE, d'après données Afocg, AS71, COGEDIS, Cerfrance AMC, GIE Entr'AS, Traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant. Carte réalisée avec Cartes & Données - © Aricque

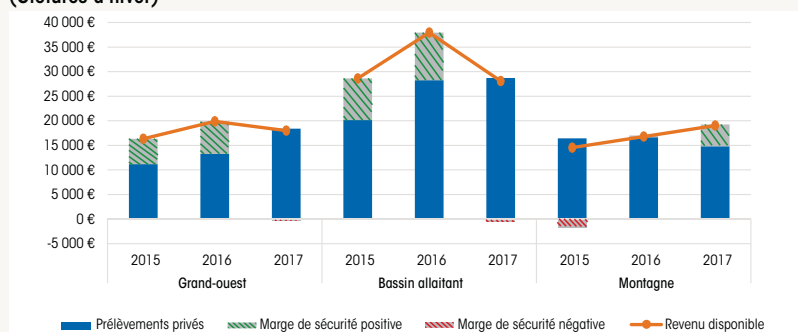
Mis en place en 2015, cet Observatoire permet de suivre régulièrement les résultats des exploitations bovines depuis 2013. Les élevages sont répartis sur 3 bassins : le Grand-Ouest, le Massif-Central et le bassin Charolais "historique". Le suivi des exploitations est réalisé grâce aux partenariats durables, entretenus avec 5 centres comptables : AFOCG, AS71, Cerfrance Alliance Massif Central, COGEDIS et GIE Entr'AS, et sur 2 périodes de clôture : été et hiver.

Plus de **770** comptabilités d'exploitations, bovins lait et bovins viande, constituent l'échantillon des clôtures de fin d'année 2017 (octobre - décembre) analysé entre 2015 et 2017. Les résultats sont analysés par zone géographique puis par groupes de niveau d'endettement (3 groupes).

NOUVELLE DÉTÉRIORATION POUR LES EXPLOITATIONS ALLAITANTES FIN 2017

UTILISATION DU REVENU DISPONIBLE : PRÉLÈVEMENTS PRIVÉS ET MARGE DE SÉCURITÉ

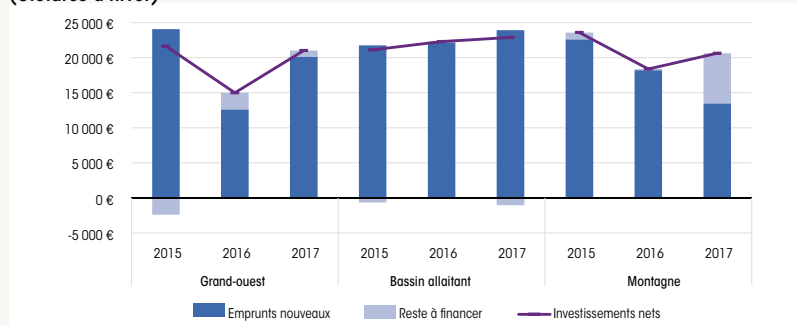
(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE «été 15-17», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

(Clôtures d'hiver)



Source : Étude CNE «été 15-17», d'après données Afocg, GIE Entr'AS, Cerfrance AMC, AS 71, traitement Institut de l'Élevage, échantillon constant

La situation financière des exploitations allaitantes s'est encore dégradée lors des **clôtures de fin d'année 2017**. Si le produit brut des exploitations allaitantes suivies reste relativement stable depuis 3 ans, les charges alimentaires et de structure, ont augmenté en 2017 : +18 € par UGB bovin viande (selon la zone) en moyenne. Ainsi, l'EBE des élevages allaitants était en baisse dans le Grand-Ouest et le Bassin allaitant et en légère progression en Montagne.

Le revenu disponible a donc connu une baisse marquée dans le Grand-Ouest et le Bassin allaitant, alors qu'il progresse légèrement en Montagne. Il restait faible, en moyenne à 16 600 € annuels par UTH familiale. Ce niveau ne permet pas de dégager de marge de sécurité suffisante, quelle que soit la zone, et ce malgré des prélèvements privés toujours restreints : 15 800 € annuels par UTH familiale (moyenne toutes zones).

Alors que les dettes court terme et fournisseurs restaient très élevées (en moyenne 350 €/UGB BV), les investissements repartaient à la hausse. Ils sont en grande majorité financés par des emprunts. L'autofinancement a été significatif en Montagne (à hauteur du tiers des investissements).

Par ailleurs, depuis 3 ans, 17 % des exploitations de l'échantillon restent en situation critique (endettées à long et moyen terme et avec une trésorerie nette globale négative). Leur trésorerie nette globale continue de se creuser et leurs dettes court terme et fournisseurs sont plus de 2 fois supérieures à la moyenne de l'échantillon.

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS EXTENSIFS

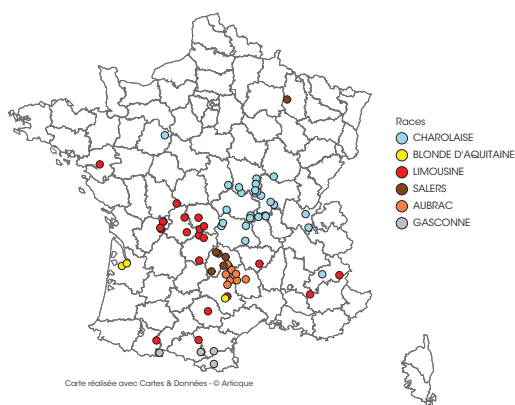
La hausse de l'ensemble des charges pénalise le résultat



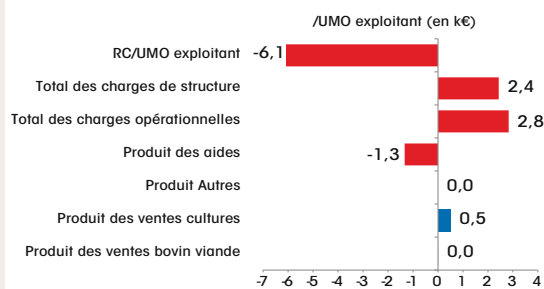
DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 148 ha de SAU sont 137 ha de SFP
- 96 vaches allaitantes et 142 UGB
- Productivité moyenne : 299 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 70 EXPLOITATIONS



RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

Après une année 2017 climatiquement clémente, le bassin allaitant subit de plein fouet les conséquences de cette sécheresse 2018 et d'une hausse des charges de structure. Les revenus sont donc en berne.

La météo plombe les revenus, plus fortement qu'en 2011

Le bassin charolais et le sud du Massif Central ont de nouveau subi les aléas de la météo : les premières coupes avaient été plutôt précoces, en qualité et quantité satisfaisantes mais l'été très sec n'a pas permis d'autres récoltes de fourrages et a stoppé net la pousse de l'herbe. Une grande majorité des éleveurs a démarré la distribution d'une ration, proche de celle distribuée pendant la période d'hivernage, dès la fin juillet. Ils ont ainsi entamé les stocks de foin et ont dû avoir recours à des achats de fourrages et de concentrés.

Les produits sont sous pression malgré la bonne tenue des cours des animaux maigres

La bonne tenue des cours du maigre (+6 % pour les brouardes charolaises par rapport à 2017) permet de compenser le marché morose des vaches de réforme (-2 % pour les Charolaises et Limousines, jusqu'à -9 % pour les Blondes d'Aquitaine) et conduirait à une stabilité du produit bovin viande pour 2018.

Malgré une légère augmentation du produit cultures, en raison de cours plus favorable en 2018, le produit total des systèmes naisseurs extensifs baisserait très légèrement (de -0,8 k€) par rapport à 2017 en raison d'une baisse des aides PAC. Le transfert des aides du 1^{er} vers le 2nd pilier et la poursuite de la convergence se traduisent par une réduction des aides aux bovins allaitants et des aides découplées. La réduction du stabilisateur appliquée en 2018 sur l'ICHN ne compense pas totalement cette baisse.

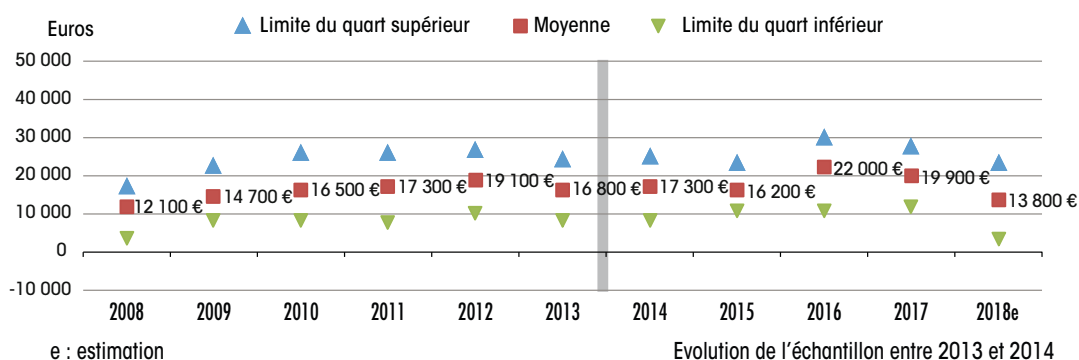
Un résultat courant qui peinerait à dépasser 13 000 €/UMO

Des aides exceptionnelles débloquées en urgence dans les régions les plus touchées (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté) viennent toutefois compenser partiellement le surcoût lié à l'achat de fourrages : le surcoût net (aides déduites) s'élèverait de 10 à 35 €/UGB pour les élevages de notre échantillon. S'y ajoute une flambée du prix de la paille : au minimum +30 % par rapport à 2017 suivant la période d'achat. Au final, les charges opérationnelles augmenteraient de 7 %.

Dans le même temps la hausse observée des charges de structure, notamment du prix du carburant (+17,8 %) alimente une progression des charges totales.

Les principaux voyants sont dans le rouge et se traduiraient pour les naisseurs extensifs par une chute du résultat courant (RC) de 6 000 €/UMO. La situation est encore plus inquiétante pour les exploitations du quart inférieur qui dégageraient un RC ne dépassant pas 4 300 €/UMO.

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS INTENSIFS

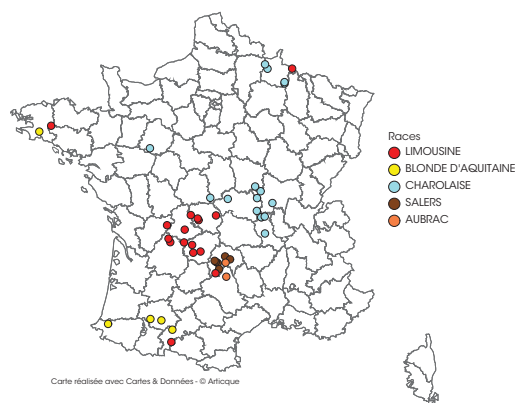
Le résultat s'effondre en 2018, affecté par des charges exceptionnelles



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 141 ha de SAU sont 124 ha de SFP
- 115 vaches allaitantes et 175 UGB
- Productivité moyenne : 306 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 45 EXPLOITATIONS



Après deux années de stabilité, le revenu des exploitations spécialisées naisseurs intensifs chute en 2018. La hausse des charges est conséquente dans ces systèmes largement touchés par la sécheresse qui a sévi durant l'été. La bonne tenue du cours du maigre ne suffit pas à compenser les achats de fourrages et concentrés nécessaires pour permettre de nourrir les animaux durant l'hiver.

Les produits baissent à cause des prix des vaches et de l'érosion des aides

Le produit de la vente des bovins serait proche du niveau atteint en 2017 (-0,2 %), mais cette absence d'évolution cache deux dynamiques dans la commercialisation des animaux. Dans un contexte de baisse des naissances allaitantes en 2017 conduisant à une offre moins abondante sur le marché et d'une demande dynamique italienne, les animaux maigres ont vu leurs cours progresser en 2018. On observe ainsi des hausses proches de +6 % pour les brouard(e)s charolais(es). Une tendance inverse s'observe pour les vaches de réforme : les cours sont en baisse (-2 % pour les Charolaises et Limousines, jusqu'à -9 % pour les Blondes d'Aquitaine), pénalisés par un afflux de réformes.

Le produit des cultures de vente progresserait légèrement : les cours plus favorables des céréales compensent la baisse des rendements.

On observe enfin un tassement des aides perçues par ces systèmes, dû à une réduction des ABA et des aides découplées, en raison respectivement du transfert des aides du 1^{er} vers le 2nd pilier et de la convergence.

Au final, le produit total des systèmes naisseurs intensifs serait en repli (-0,5 k€) par rapport à celui enregistré en 2017.

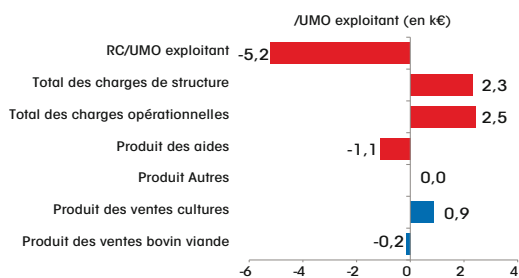
Un résultat courant qui baisserait d'un tiers

L'année 2018 a été marquée par une sécheresse estivale généralisée. Les éleveurs allaitants, contraints d'affourager leurs animaux durant l'été, ont dû procéder à des achats complémentaires d'aliments : cela se traduirait par un surcoût de 15 €/UGB en moyenne. Ceci explique en grande partie la hausse de 2,5 k€ par rapport à 2017 pour les charges opérationnelles. Des aides exceptionnelles débloquées en urgence viennent toutefois compenser une partie de ce surcoût dans de nombreuses régions.

Les charges de structure s'inscrivent, elles aussi, en nette hausse (+ 2,3 k€) : hormis les fermages, tout augmente, à commencer par le carburant, en réponse à la hausse des cours du brut au cours des 10 premiers mois de 2018.

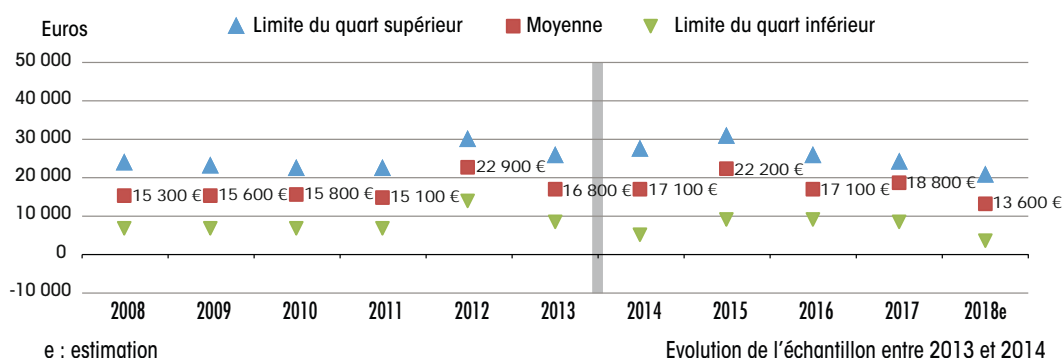
Au final, pour les systèmes naisseurs intensifs, le résultat courant (RC) estimé en 2018 perdrait 5 200 € pour s'établir à 13 600 €/UMO : historiquement le niveau le plus bas de la décennie écoulée.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES ET NAISSEURS

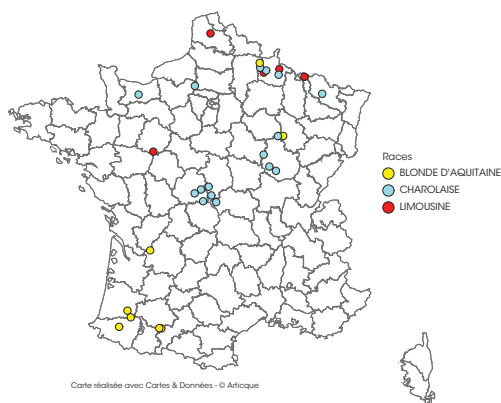
Une amélioration des résultats économiques limitée par la sécheresse



DONNÉES REPÈRES

- 1,7 UMO totale dont 1,5 UMO exploitant
- 176 ha de SAU sont 93 ha de SFP
- 115 vaches allaitantes et 175 UGB
- Productivité moyenne : 314 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 29 EXPLOITATIONS



L'évolution favorable du résultat courant moyen, qui peine néanmoins à atteindre les 20 000€/UMO, reste très liée à celle du produit cultures. Les meilleurs prix des céréales permettent à ces systèmes de polyculture-élevage de compenser plus ou moins les impacts d'une année climatique parfois défavorable. Les charges opérationnelles sont en hausse, surtout dans le grand quart Est, du fait des surcoûts d'alimentation et de la paille.

Produit total en hausse, grâce aux cultures de vente

Le produit total est en hausse de 4 %. Les cultures de vente représentent en moyenne 40 % du produit total. Il est porté à la hausse grâce au redressement du prix des céréales en 2018, même si l'effet est limité par l'impact des événements climatiques sur les rendements des cultures (maïs grain, betteraves, tournesol...) et des oléagineux dans le Sud-Ouest. La hausse du produit cultures est en moyenne de 10 % sur notre échantillon, hors assurances « récoltes » ou « aléas particulier ».

Le produit viande des ateliers naisseurs est dans la grande majorité des cas stable (moins de 1 % de variation), du fait d'une compensation entre la hausse des prix des brouillard(es) et la baisse de celui des femelles finies. Des variations plus sensibles du produit peuvent cependant être observées pour des profils de ventes moins équilibrés.

La hausse du résultat courant masque des évolutions contrastées

L'évolution du résultat courant moyen de ces exploitations, en hausse de 6 % sur l'échantillon, est très hétérogène : environ la moitié des exploitations observeraient en effet une baisse.

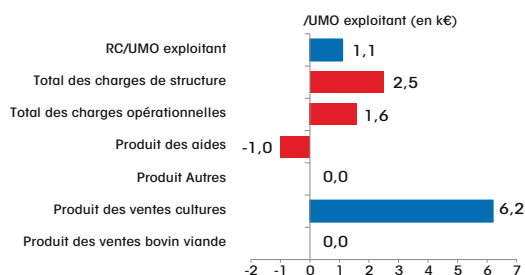
L'évolution des charges de l'atelier viande est essentiellement liée à l'impact de la sécheresse et aux pratiques d'adaptation mises en place (affouragement, complémentation ou diminution des finitions et des effectifs...). Elles augmentent en moyenne de 3 % dans ces ateliers, tout comme les charges de structure.

Les charges opérationnelles sur les surfaces sont par contre relativement stables.

L'efficacité économique (EBE/PB) moyenne du groupe est de 30 %, en baisse de 2 points.

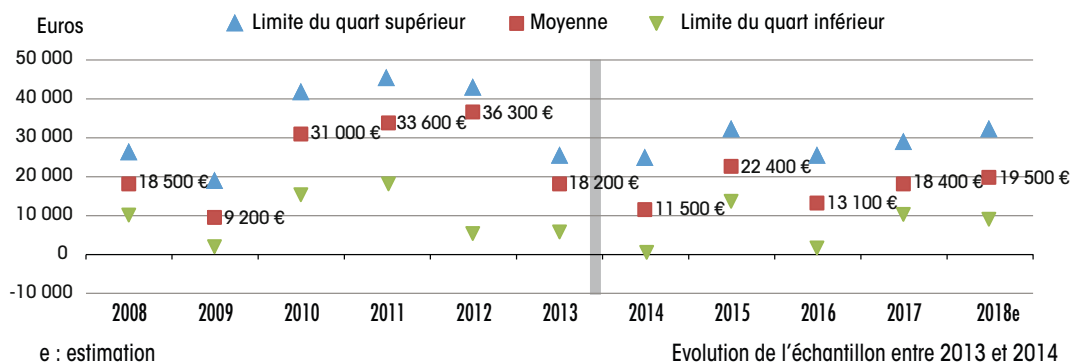
Au final, la conjoncture 2018 s'avère être moins défavorable aux naisseurs-polyculteurs qu'à d'autres systèmes bovins viande. Mais il n'en reste pas moins que dans certaines situations où déficit fourrager et mauvais rendements se sont cumulés, le résultat devrait largement se dégrader.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE VEAUX DE LAIT SOUS LA MÈRE

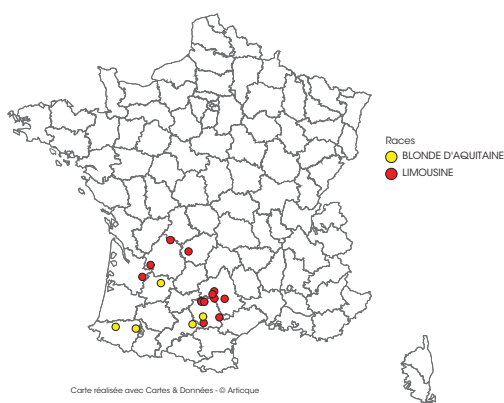
Un revenu amputé par la hausse des charges de structure, malgré de bons niveaux de valorisation pour les veaux clairs bien conformés



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 100 ha de SAU sont 74 ha de SFP
- 76 vaches allaitantes et 91 UGB
- Productivité moyenne :
270 kg vifs/UGB (veaux légers sous la mère)
330 kg vifs/UGB (veaux lourds d'Aveyron et du Ségélas)

LOCALISATIONS DES 19 EXPLOITATIONS



Ce système de production, majoritairement orienté vers une production en cycle court d'animaux de boucherie, regroupe des producteurs de veaux légers traditionnels ou « veau fermier élevé sous la mère » (viande blanche) et de veaux plus lourds et plus âgés (viande rosée) sous IGP Veaux d'Aveyron et du Ségélas. Ces productions permettent de valoriser l'herbe des zones allaitantes et de montagne du grand Sud-Ouest. Ces systèmes se caractérisent par leur autonomie et par un faible niveau de productivité en viande produite par ha de surface utilisée par le troupeau ou par UMO.

L'équilibre économique repose sur la maîtrise des charges de production et sur une valorisation du veau à de bons prix en filière démarquée. Il est donc particulièrement sensible aux événements climatiques qui peuvent fragiliser l'autonomie alimentaire du système, et aux écarts de produits.

Le prix des veaux s'étant maintenu, et la sécheresse ayant moins sévi dans le Sud-Ouest qu'ailleurs, la campagne 2018 a permis de maintenir un bon équilibre de production (à l'exception de situations particulières) mais le revenu des éleveurs est amputé par la hausse des charges de structure.

Le marché des veaux Labels : la baisse de production permet de maintenir le prix

Des conditions climatiques compliquées au printemps, mais aussi un bon dynamisme du côté du marché des broutards peuvent expliquer la diminution de la production de veaux : les producteurs de veaux se diversifient en production de maigre pour s'adapter aux conditions de l'année et aux demandes des marchés. La diminution de l'offre a ainsi contribué à maintenir les prix à un bon niveau de valorisation, malgré un effet saison de plus en plus marqué (creux de consommation estivale) et une segmentation qui s'amplifie pour valoriser les bons veaux clairs bien conformés.

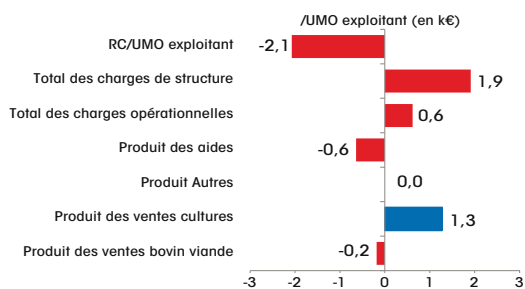
C'est donc l'adaptation des éleveurs qui leur permet de maintenir les produits des ventes en 2018, tandis que les niveaux d'aides couplées (ABA et veaux) sont orientés à la baisse.

Le revenu amputé par l'inflation des charges

La modernisation des pratiques d'élevage et l'amélioration remarquable de la productivité de la main-d'œuvre, alliées à une évolution constante des prix des veaux en filière Label même durant les années difficiles, avaient permis de ramener le revenu des producteurs de veaux sous la mère à un niveau proche des autres systèmes de production allaitants. La courbe d'évolution de revenus semble s'inverser, avec une estimation 2018 en recul pour la 2^{ème} année consécutive...

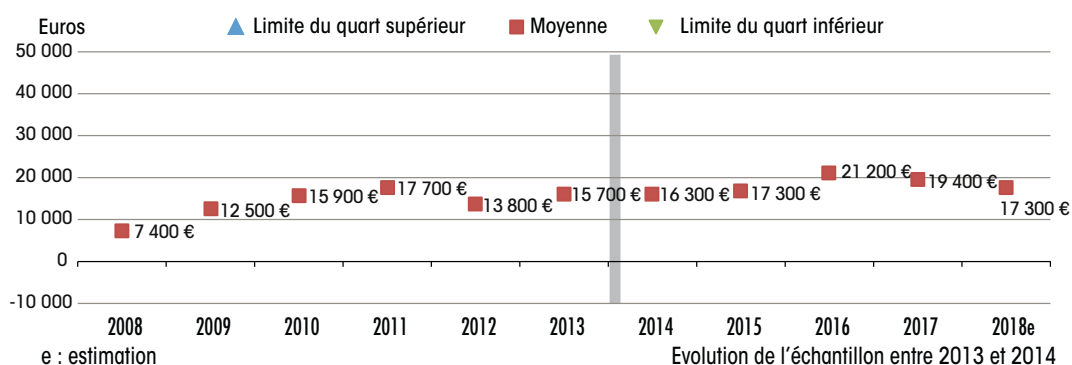
Si ces systèmes autonomes tirent globalement leur épingle du jeu face aux augmentations des prix des aliments (pour autant qu'ils aient été épargnés par les événements climatiques !), leur niveau de productivité leur laisse peu de marge de manœuvre pour résister aux évolutions de charges de structure, dont la hausse de 3 % en moyenne vient sanctionner durement le revenu des éleveurs.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5

LES REVENUS DES EXPLOITATIONS SPÉCIALISÉES, NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS INTENSIFS

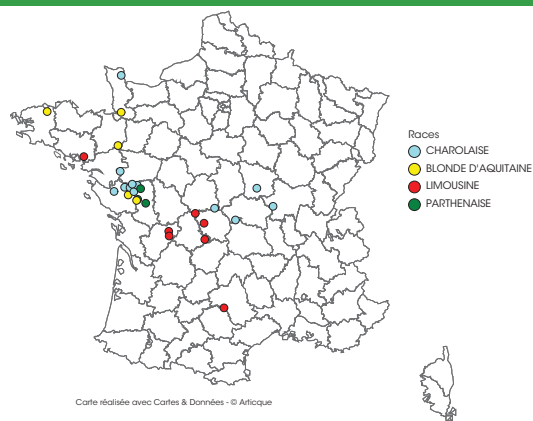
La sécheresse automnale et les cours médiocres des JB, cumulés à des aides bovines en baisse pénalisent les revenus en 2018



DONNÉES REPÈRES

- 1,9 UMO totale dont 1,7 UMO exploitant
- 149 ha de SAU sont 126 ha de SFP
- 123 vaches allaitantes et 223 UGB
- Productivité moyenne : 380 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 27 EXPLOITATIONS



Les cours des JB et des vaches de réformes sont sous pression en 2018 et pénalisent le revenu. La sécheresse automnale a également joué négativement en augmentant les charges opérationnelles.

La diminution des aides et les cours des bovins impactent les produits

La conjoncture 2018 des jeunes bovins et des vaches de réforme a mis à mal les produits issus de la vente des bovins : une baisse de 2 000 €/UMO (-1,9 %) est enregistrée par rapport à l'année antérieure. L'afflux de vaches de réformes allaitantes a eu un impact négatif sur les cours. Le marché des JB est resté encombré en 2018 en France, comme en Europe. Alors que le second semestre 2017 marquait la plus forte hausse du prix des JB depuis quatre ans, l'année 2018 a connu une baisse des cours de 1,8 % en moyenne. Les Blondes et les Parthenaises bénéficient d'un contexte plus favorable. Les naisseurs engraisseurs ont parfois diminué leurs ventes de JB au profit des broutards. En effet, ces derniers voient leur prix moyen annuel augmenter, de près de 3,3 % pour les Charolais (es).

Les aides aux bovins allaitants (ABA) ont diminué en 2018 de 4,7 % pour ces exploitations, tout comme les aides découplées qui accusent un repli de 2,1 %. Cela se traduit par un recul de 1 000 €/UMO du montant total perçu par rapport à 2017.

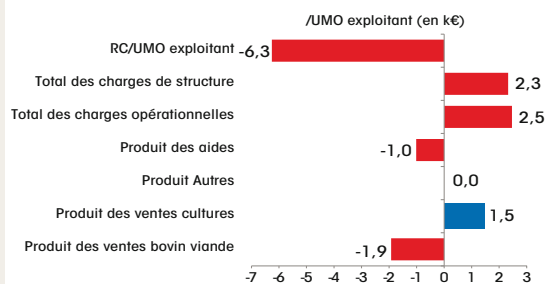
Les rendements des grandes cultures baissent globalement en 2018, mais les prix en hausse ont permis une augmentation du produit de 22,6 % par rapport à 2017, soit 1 500 €/UMO. Cette hausse n'aurait toutefois pas suffi à enrayer la diminution du résultat courant dans des systèmes où les cultures de vente sont moins importantes.

Un résultat impacté par la sécheresse

Les charges opérationnelles, comme les charges de structure, accusent une hausse respective de 6,6 % et 3,4 % en 2018. La sécheresse automnale a obligé les éleveurs à compléter les animaux au pâturage entraînant un surcoût moyen de 10 à 36 €/ UGB en fonction des régions en 2018, compensé en partie par des aides exceptionnelles.

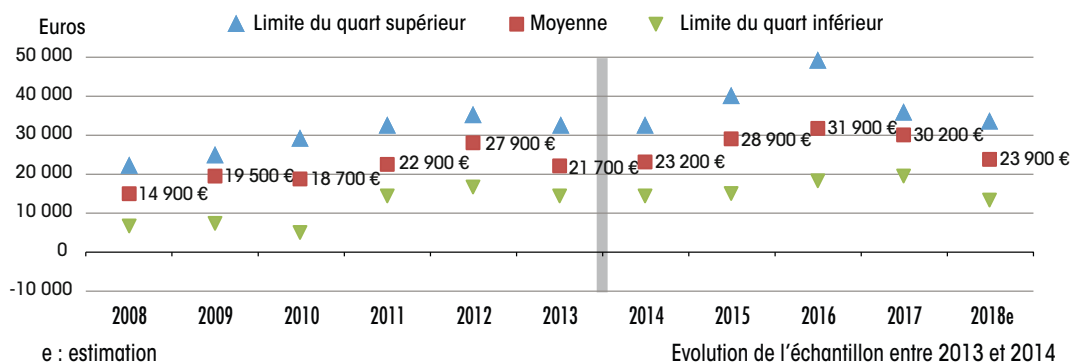
Pour 2018, le résultat courant des naisseurs engraisseurs intensifs diminuerait de 21 % sous l'effet conjugué de la conjoncture bovine défavorable et des charges opérationnelles supplémentaires. Les écarts entre quartiles supérieur et inférieur resteraient importants, de 19 200 € par UMO.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

5 LES REVENUS DES EXPLOITATIONS DIVERSIFIÉES, GRANDES CULTURES, ET NAISSEURS ENGRAISSEURS DE JEUNES BOVINS

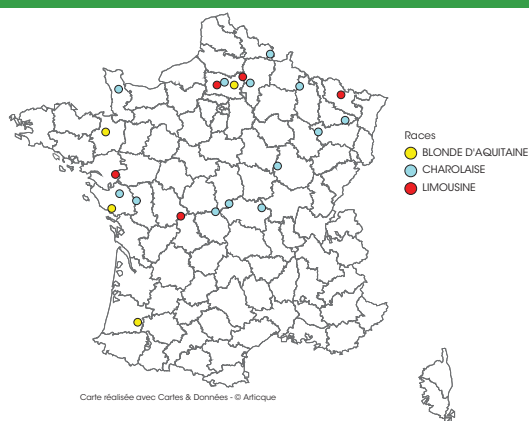
Du mieux en cultures mais l'engraissement est pénalisé par la sécheresse et la chute des cours



DONNÉES REPÈRES

- 2,3 UMO totale dont 1,6 UMO exploitant
- 198 ha de SAU dont 105 ha de SFP
- 87 vaches allaitantes et 179 UGB
- Productivité moyenne : 415 kg vifs par UGB

LOCALISATIONS DES 22 EXPLOITATIONS



La baisse des cours de la viande finie pèse lourd sur le produit de l'atelier viande. Les meilleurs prix des céréales permettent toutefois à la majorité de ces systèmes de polyculture-élevage de compenser les impacts d'une année climatique parfois défavorable. Les charges opérationnelles sont en hausse chez les éleveurs qui ont fortement complémenté pendant la sécheresse afin de maintenir les performances des animaux.

Contrastes dans les évolutions des produits

Le produit viande est en baisse, en moyenne de 2 %. Après le redressement des cours en 2017, l'ensemble des cours des animaux finis ont été en retrait en 2018. Les cours du jeune bovin n'ont cessé de baisser avant un redressement en toute fin d'année. L'écart « gras-maigre » n'a pas non plus été favorable pour les ateliers avec des achats complémentaires de broutards. Le produit viande peut aussi dans certains cas avoir été amputé du fait de moindres performances animales ou d'une diminution du nombre d'animaux finis en raison de la durée de la sécheresse.

Si le marché des céréales s'est bien redressé en 2018, l'évolution du produit culture est très variable selon la part de cultures d'été qui ont été les plus impactées par la sécheresse (maïs grain, betteraves, tournesol...) et l'hétérogénéité des aléas climatiques selon les régions. Les ventes de grains sont cependant en hausse moyenne de 14 % sur notre échantillon, hors assurances « récoltes » ou « aléas climatiques ».

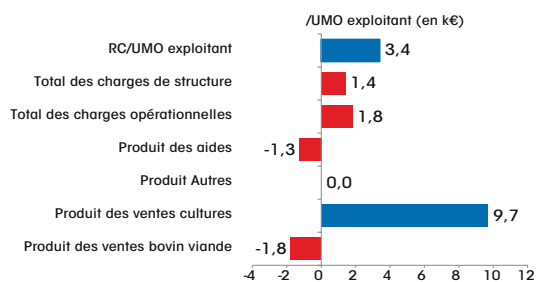
Enfin, certains de ces systèmes, bénéficiant d'un montant unitaire d'aides découplées élevé, sont encore assez fortement touchés par la convergence.

Des résultats économiques mitigés

Les charges de l'atelier viande ont essentiellement été liées à l'impact de la sécheresse et aux pratiques d'adaptation mises en place (affouragement, complémentation pour le maintien des performances et/ou du nombre d'animaux versus diminution des finitions et des effectifs...). Elles augmenteraient en moyenne de 3 % dans ces ateliers. Les charges sur les surfaces seraient en revanche relativement stables. L'efficacité économique (EBE/PB) moyenne du groupe serait légèrement dégradée (28 %) ; un tiers atteindrait ou dépasserait les 30 %.

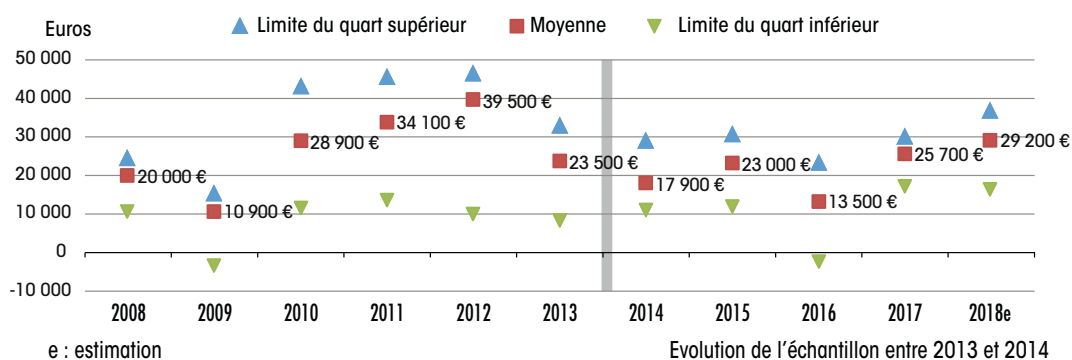
Au final, l'évolution du résultat courant moyen de ces exploitations, en augmentation de près de 15% sur l'échantillon, est hétérogène : un tiers des exploitations observeraient en effet une baisse. Pour les autres, qui verraient leur résultat courant augmenter, plus ou moins fortement, le poids du produit des cultures de vente est certes plus important mais la forte variabilité résiduelle dans ce groupe reflète aussi à la fois l'hétérogénéité des impacts subis et des adaptations mises en œuvre.

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ENTRE 2017 ET 2018



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

RÉSULTAT COURANT (RC)/UMO EXPLOITANT



Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après INOSYS Réseaux d'élevage

6

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

Maintien des abattages en France

La production de veaux s'est maintenue en France en 2018 (+0,5% /2017 en têtes). Le repli structurel des abattages d'animaux engraisés en France a été compensé par la hausse des importations de veaux gras pour abattage. Aux Pays-Bas, la production a bondi. Les cours des veaux de boucherie ont été mis sous pression, avec une demande française morne au 2nd semestre.

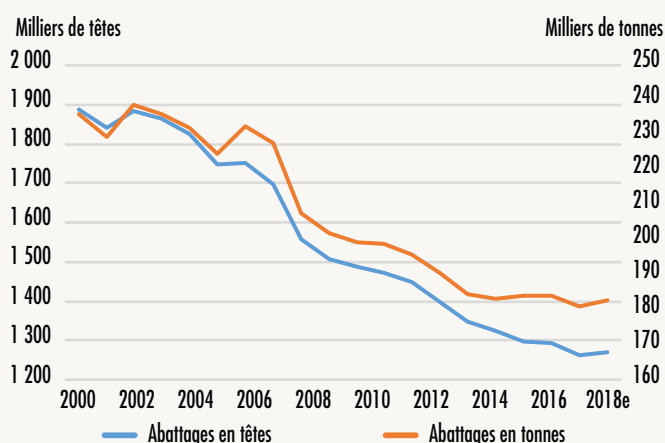
Fluide au 1^{er} semestre, le marché des veaux nourrissons a été encombré au 2nd. Les exports de petits veaux ont dépassé le record de 2017 grâce au marché espagnol dynamique et au recul de l'engraissement en France.



LE MARCHÉ DU VEAU DE BOUCHERIE

PRODUCTION FRANCE 2018*

ABATTAGES ANNUELS DE VEAUX DE BOUCHERIE EN FRANCE



e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et SPIE Normabev

1 268 000 têtes

C'est le nombre de veaux gras abattus en France en 2018.

En 2018, la production abattue de veaux de boucherie était quasi-stable avec un total de 1 268 000 têtes, soit +0,5% /2017. La baisse structurelle des effectifs engraisés en France a été compensée par l'afflux d'animaux étrangers.

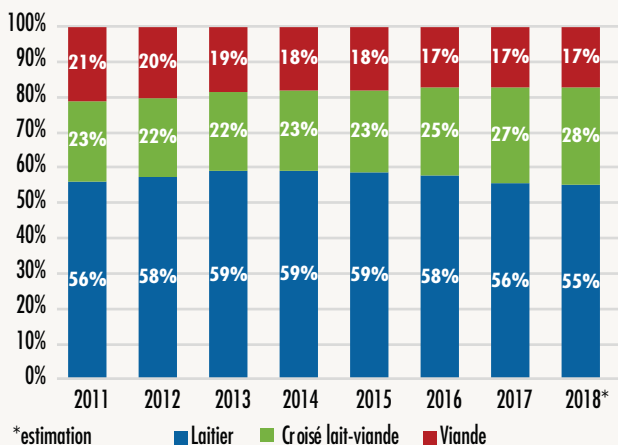
L'engraissement de veaux en France poursuit son érosion structurelle (-2% /2017 en téc), liée à un marché morose et aux départs d'engraisseurs non remplacés. Néanmoins, du fait de la reprise par un groupe belge d'un abattoir du Nord-Est de la France, les flux de veaux finis importés pour abattage en provenance de Belgique ont été multipliés par quatre à 44 000 têtes. Ces mouvements ont compensé la contraction de la production de veaux en France, mais les carcasses sont en grande partie réexpédiées chez les clients historiques de l'entreprise.

La hausse des effectifs abattus est renforcée par un léger alourdissement des carcasses, de +0,3 kg/tête, portant les volumes abattus à 182 600 téc (+0,8% /2017). Depuis 2013 la production abattue de viande de veau en France n'a plus reculé significativement.

*A partir de 2009, changement de série et passage des données du SSP aux données SPIE-Normabev

PRODUCTION FRANCE 2018

RÉPARTITION DES TYPES RACIAUX ABATTUS EN FRANCE (EN TÊTES)



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE Normabev

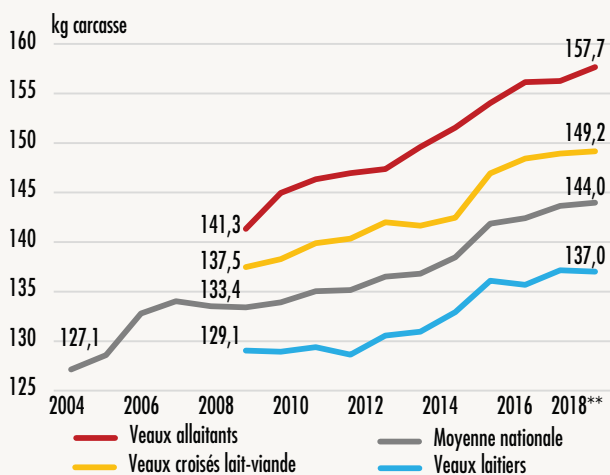
En 2018, la part des veaux croisés dans les abattages français poursuit sa hausse entamée en 2014, au détriment des animaux laitiers. La part des veaux de race allaitante s'est maintenue en 2018.

Les animaux de race laitière représentent la majorité des veaux abattus en France, mais leur part se réduit : de 59% en 2014 à 55% en 2018. La part des veaux croisés lait/viande dans les abattages progresse : de 23% en 2014 à 28% en 2018. En fêtes, les abattages de ce type de veaux ont progressé de +3% /2017 et de +17% /2018. Les veaux nourrissons croisés sont mieux valorisés que les laitiers purs pour les éleveurs laitiers. Ceux-ci ont ainsi plus souvent recours au croisement, aidés par le développement de l'utilisation des semences sexées. Certains intégrateurs le déplorent car ces animaux nécessitent une adaptation de la conduite d'élevage (plans d'alimentation) et leur nombre encombre le marché du veau R (voir cotations ci-dessous).

La part de veaux de race à viande se maintient à 17% des sorties, ces veaux sont principalement issus des filières de veaux sous la mère.

ÉVOLUTION DES POIDS CARCASSE DES VEAUX FRANÇAIS*

*A partir de 2009, changement de série et passage des données du SSP aux données SPIE-Normabev



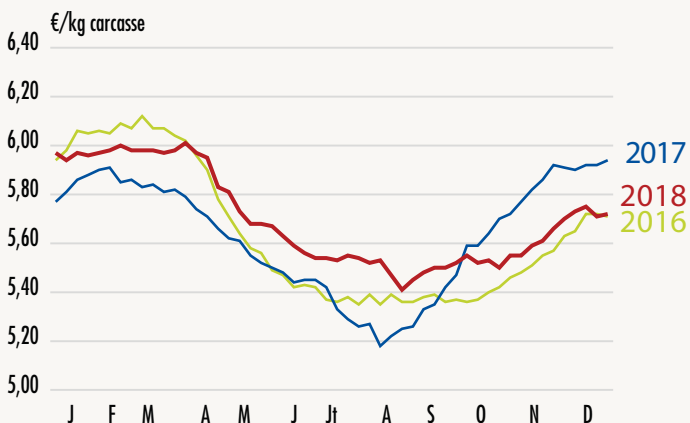
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SSP et SPIE Normabev

Le poids moyen des carcasses de veaux abattus en France s'est légèrement alourdi à 144 kg en 2018. L'alourdissement des carcasses et le vieillissement des veaux sont structurels pour tous les types raciaux.

Le poids moyen des carcasses de veaux augmente régulièrement du fait du changement des pratiques alimentaires (hausse de la part d'aliments solides), de l'allongement des durées d'engraissement et de l'évolution des types raciaux (progression des abattages de veaux croisés, plus lourds). Il est passé de 138 kg en 2014 à 144 kg en 2018. L'alourdissement des carcasses a une logique économique pour l'intégrateur qui amortit mieux l'achat des veaux nourrissons. Depuis 2009, la progression du poids moyen des veaux dépasse 1 kgéc par an ; en 2018 elle s'est limitée à +0,3 kg/tête (+0,2% /2017 et +4% /2014).

L'âge moyen des veaux à l'abattage, 181 jours en 2018, a progressé d'1 jour en un an et de 8 jours depuis 2014. A 6 mois et 1,5 jours (+0,5% /2017), les veaux laitiers sont en moyenne les plus vieux à l'abattage. Les veaux croisés lait-viande et les veaux allaitants avaient en moyenne 5 mois et 24 jours à l'abattage en 2018 (+1 jour /2017 pour les Croisés, +3 jours /2017 pour les races à viande).

COTATION FRANÇAISE DU VEAU ROSÉ CLAIR O



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

Jusqu'en septembre, les cotations des veaux de boucherie ont été fermes, avant une hausse saisonnière automnale tardive et limitée. L'année a été plus difficile pour le veau R que pour le veau O.

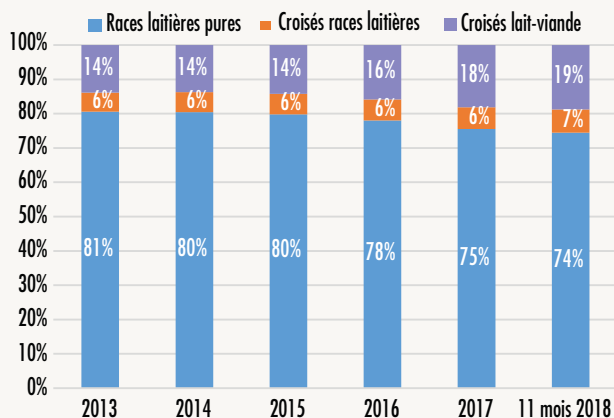
La cotation nationale du veau rosé clair O dépasse en moyenne annuelle celle de 2017, à 5,70 €/kg carcasse (+0,5% /2017). Cet écart faible cache une évolution importante dans l'année. En 2018, les cours sont restés à des niveaux élevés au 1^{er} semestre à 5,84 €/kg (+2,5% /2017) avec une consommation dynamique en partie liée à l'hiver rigoureux. L'automne particulièrement doux a en revanche découragé les achats des ménages, engendrant une hausse saisonnière tardive et limitée des cotations qui a annulé le relatif maintien du marché durant l'été. Ainsi, en moyenne sur le 2nd semestre, la cotation a atteint 5,55 €/kg (= /2017).

Avec une moyenne à 6,26 €/kg, la cotation annuelle du veau gras R s'est stabilisée à un bas niveau après plusieurs années de baisse marquée (= /2017 ; -3% /2016 ; -5% /2015). La progression des naissances de veaux croisés lait-viande rencontre un marché limité pour les veaux gras élevés en atelier et de conformation supérieure.

LE SECTEUR DU VEAU DE BOUCHERIE

VEAUX NOURRISSONS 2018

TYPES RACIAUX DES VEAUX ISSUS DE VACHES LAITIÈRES



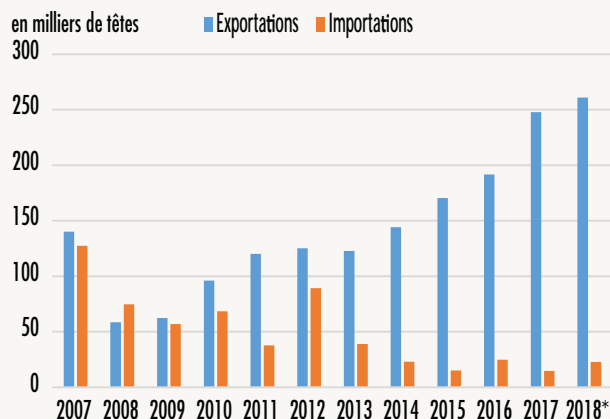
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Spie BDNI

Le croisement viande poursuit sa progression dans le cheptel laitier au détriment des veaux laitiers purs. L'export est tiré par une demande espagnole dynamique.

Sur 11 mois, les naissances de veaux de mère laitière ont progressé de +0,5% /2017 pour atteindre 3,24 millions de têtes. Les types raciaux croisés augmentent : de +4% /2017 pour les lait-viande et de +7% /2017 pour les laitiers totalisant respectivement 600 000 et 217 000 têtes, au détriment des laitiers purs en baisse de -1% /2017.

Les exports de petits veaux ont dépassé le précédent record de 2017 avec 239 000 têtes (+6% /2017 et +36% /2016), dont 94% vers l'Espagne pour alimenter une filière d'engraissement de JB compétitive. Le 1^{er} semestre a été dynamique avec +26% de veaux expédiés. En août, la crise monétaire turque a freiné les exportations

COMMERCE EXTÉRIEUR FRANÇAIS DE VEAUX DE MOINS DE 80 KG



*estimation

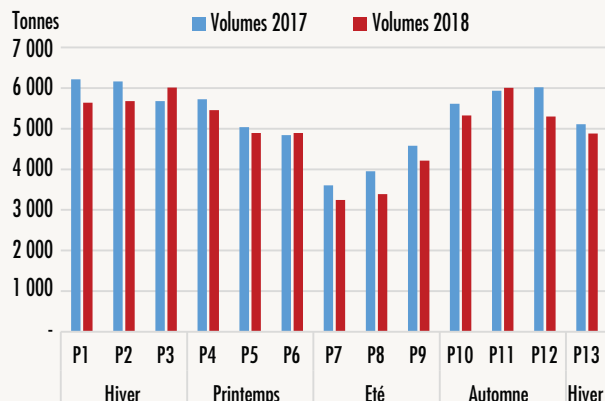
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Douanes et SPIE BDNI

de JB espagnols vers la Turquie et, par ricochet, les importations espagnoles de petits veaux français. Les envois du 2nd semestre ont reculé de -6% /2017 mais restent à des niveaux très élevés (+24% /2016).

La cotation moyenne annuelle des veaux de type laitier de 45 à 50 kg a atteint 91€ /tête en 2018, soit +4% /2017. Au 1^{er} semestre, la demande rencontrant une offre modérée, la cotation moyenne a atteint 115 € /tête (+18% /2017). Au 2nd semestre, avec le pic des naissances laitières et des mises en place ralenties, les cours ont été très bas, en moyenne à 68 € /tête (-14% /2017). La chute des cours en ferme a été renforcée par le tassement des importations espagnoles et par le coût des procédures sanitaires, indispensables pour l'export vers l'Espagne (désinsectisation + PCR).

CONSOMMATION FRANCE 2018

ACHATS DE VIANDE DE VEAU PAR LES MÉNAGES 2018*



*Le panel Kantar se base sur un échantillon de 12 000 ménages français, il mesure la consommation « ordinaire » à domicile uniquement. Sa fonction première n'est pas de relever les volumes mais de suivre l'évolution des comportements : occasions d'achat, quantités achetées, nombre d'achats...

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Panel Kantar/Interbev

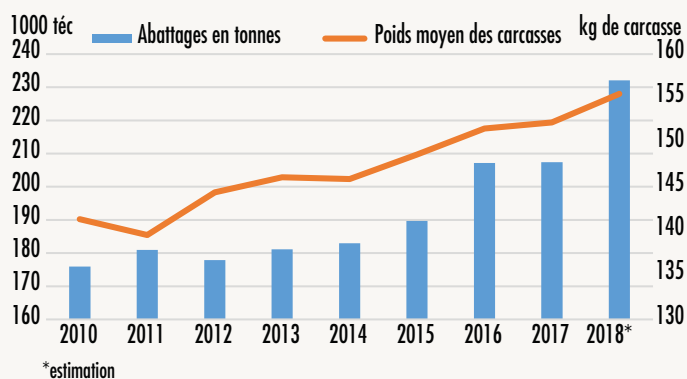
En 2018, les achats des ménages ont poursuivi leur repli (-5% /2017 en volume) tout comme le prix d'achat moyen (-0,5%). Durant l'été puis à l'automne, la demande a accusé une baisse plus marquée que le reste de l'année.

La demande en viande de veau est saisonnière : la fermeture de points de vente en restauration collective l'été et la chaleur impactent négativement la consommation. Le marché de la viande de veau était à l'équilibre durant l'hiver 2018 et pendant la période estivale durant laquelle la faible demande s'est accordée avec l'offre limitée. À l'automne, les températures clémentes ont fait chuter la consommation. Sur l'année, les achats des ménages, mesurés par le panel Kantar, ont de nouveau reculé (-5% /2017 à 64 900 t). Cette baisse est doublée d'un recul du prix moyen (-0,3% /2017 à 15,24 €/kg). Le veau étant un achat rarement anticipé par le consommateur, les campagnes de promotion collective sont cruciales. En 2018, le 1^{er} festival du veau a porté ses fruits, tandis que celui de l'automne a tout juste limité le recul de consommation. D'après Kantar, les seuls circuits de distribution qui progressent en chiffre d'affaires sur la viande de veau sont le *Hard Discount* (+49%) et les circuits de proximité (+0,5%).

PRODUCTION ET PRIX PAYS-BAS 2018

La production abattue de veaux gras aux Pays-Bas a rebondi en 2018 et atteint un nouveau record qui pèse sur les cours. La filière cherche à développer son portefeuille clients, au-delà des frontières européennes.

PRODUCTION DE VEAUX DE BOUCHERIE AUX PAYS-BAS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat

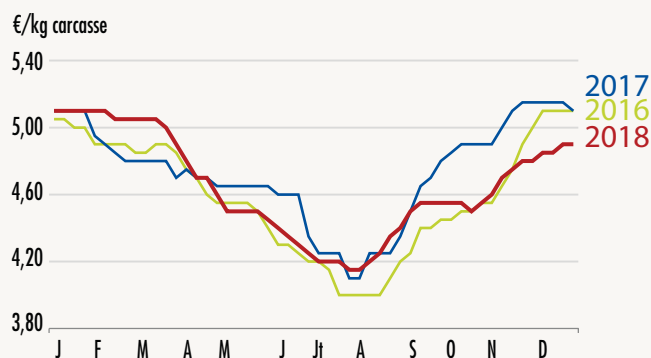
Les abattages néerlandais de veaux de boucherie ont bondi de près de 10% /2017 en tête (+21% /2012). En téc, la hausse atteint +12%, renforcée par l'alourdissement des carcasses qui continue (+2% avec 155 kg). Les Pays-Bas concentrent 36% de la production européenne avec 232 000 téc. La production est attractive pour les éleveurs du fait de sa rentabilité et des contraintes réglementaires pour l'instant plus limitées que pour d'autres productions animales (porcs, lait...).

Plus de 90% de la production est exportée, principalement sur le marché communautaire (Allemagne, Italie, France...). En 2018, la filière néerlandaise, aidée de l'État, a œuvré pour trouver de nouveaux débouchés. En avril, elle a obtenu l'ouverture du marché

1 491 000 têtes

C'est le nombre de veaux abattus aux Pays-Bas en 2018.

ÉVOLUTION DU PRIX DU VEAU DE BOUCHERIE PIE-NOIR NÉERLANDAIS



Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après RVO

chinois spécifiquement pour le veau et, en mai, l'ouverture du marché vietnamien. Cet été, l'interprofession néerlandaise a lancé une action de promotion internationale du veau sur fonds européens (budget de 1,9M€ dont 90% de subventions) à destination des États-Unis, du Canada et du Japon.

Malgré les efforts pour ouvrir et développer de nouveaux marchés, la production abondante a mis les cours des veaux gras sous pression. Après un 1^{er} trimestre positif, le cours du veau pie-noir est passé sous le niveau de 2017. La remontée automnale des cours a été tardive et limitée du fait d'une demande européenne atone. La cotation moyenne annuelle a donc reculé pour s'établir à 4,65 € kg soit -1,5%/2017.

PRODUCTION UNION EUROPÉENNE 2018*

ABATTAGES DE VEAUX DE BOUCHERIE DANS L'UNION EUROPÉENNE

(1 000 téc)	2013	2014	2015	2016	2017	2018e	2018/17 (%)
Pays-Bas	181	183	190	207	207	232	+12%
France	185	183	184	184	181	183	+1%
Italie	94	89	92	93	93	84	-10%
Belgique	52	53	57	61	63	60	-5%
Allemagne	45	47	48	48	48	48	=
Autres Pays	61	53	48	48	46	43	-7%
UE à 28	617	608	620	641	638	649	+2%

e : estimation

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Eurostat et SPIE Normabev

*Changement de série pour la France par rapport aux publications précédentes. Passage des données SSP aux données SPIE Normabev.

La production européenne a progressé de +2% /2017. La hausse aux Pays-Bas et, dans une moindre mesure, en France a plus que compensé la baisse en Italie et en Belgique.

Après une stabilisation en 2017, la production européenne a de nouveau progressé (+2% /2017 à 649 000 téc), essentiellement grâce au dynamisme des Pays-Bas. En Italie, la production a reculé pour la première fois depuis 2014 (-11% /2017 à 83 000 téc). En Belgique, la production abattue a décroché (-5% /2017 à 60 000 téc) en lien avec le développement des exports en vif vers la France. En Allemagne, la production est restée stable.

La production européenne de veau de boucherie continue de se concentrer chez les 5 principaux producteurs qui totalisent 93% des volumes. La progression des abattages néerlandais compense la baisse en Italie et en Belgique. Les Pays-Bas concentrent ainsi 36% de la production européenne, la France, 28 % et l'Italie, 13%.

Par ailleurs, la filière suisse, caractérisée par des veaux légers (127 kg en moyenne, +1% /2017), aurait une production stable à 27 000 téc en 2018, malgré un léger recul des effectifs (-1% /2017 à 215 000 têtes).

7

LES PRÉVISIONS 2019

Nouveau tassement pour la production française

Après une année 2018 marquée par la sécheresse et un marché particulièrement encombré, nous prévoyons un recul significatif de la production française de viande bovine en 2019 (-3% /2017). Toutes les catégories de bovins participeraient au repli, en particulier les femelles qui réaliseraient à elles seules les deux-tiers de la baisse totale. Les importations, reparties à la hausse en 2018 après quatre années de recul, pourraient encore progresser en 2019 pour combler partiellement le recul de la production de vaches laitières. Les exportations de viande seront limitées par les faibles volumes de viande de JB produite en France et devraient se replier. Après le rebond enregistré en 2018 (+2%), la consommation française par bilan se réajusterait alors à la baisse (-2%).



FRANCE 2019

BILAN D'APPROVISIONNEMENT DU MARCHÉ FRANÇAIS EN VIANDE BOVINE

1000 téc	2015	2016	2017	2018 e	2019 p	2018e/17	2019p/18e
Abattages	1 460	1 467	1 447	1 466	1 421	+1%	-3%
<i>Dont :</i>							
Femelles	786	807	809	833	803	+3%	-4%
Taurillons et	418	403	388	391	378	+1%	-3%
Bœufs	71	73	68	62	59	-9%	-4%
Veaux de boucherie	184	184	181	183	181	+1%	-1%
Imports viande	345	322	324	334	344	+3%	+3%
Exports viande	236	236	238	242	233	+2%	-4%
Consommation	1 569	1 553	1 533	1 558	1 532	+2%	-2%
Export brouards (10)	1 046	1 083	1 096	1 053	1 085	-4%	+3%

e : estimation

p : prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après SSP, BDNI, Normabev, Douanes et prévisions propres

Baisse des volumes produits et consommés

La production de bovins finis reculerait significativement (-3% /2018). Les tonnages de femelles perdraient 30 000 téc, ceux de mâles non castrés 13 000 téc, ceux de bœufs 3 000 téc et ceux de veaux de boucherie 2 000 téc.

Les importations de viande bovine confirmeraient leur reprise (+3%), venant compenser partiellement le recul de la production de femelles.

Les exportations de viande devraient se replier, faute d'offre en France et malgré un marché européen du jeune bovin moins encombré qu'en 2018.

Après un rebond de près de 2% en 2018, la consommation calculée par bilan pourrait se réajuster à la baisse en 2019 (-1,7%). La consommation hors domicile, avec notamment le fameux burger, semble être le seul segment de marché véritablement dynamique alors que les achats des ménages de viandes piécées reculent année après année.



FRANCE 2019

Beaucoup moins de femelles

Les abattages de femelles baisseraient de 4% /2018.

Les **réformes allaitantes** seraient ralenties (-3,5%) en raison du recul des effectifs de génisses de renouvellement prêtes à entrer en production. Pour autant, le cheptel poursuivrait sa baisse au même rythme qu'en 2018.

Les abattages de **génisses de boucherie** pourraient se réduire également (-1%) après le pic enregistré en 2018.

Les **réformes laitières devraient reculer très significativement (-6% /2018)** en prenant l'hypothèse d'une érosion de cheptel sur l'année 2019 similaire à celle de 2018. Comme dans le cheptel allaitant, les génisses laitières de renouvellement sont très peu nombreuses. Les éleveurs devront donc garder leurs vaches pour produire, la conjoncture laitière s'annonçant plutôt meilleure qu'en 2018.

Rebond des exports de broutards

Le retour de l'offre permettra aux exportations de broutards de rebondir après la chute de 2018.

La chute des naissances allaitantes à partir de juin 2017 avait conduit à un net recul de l'offre de broutards en 2018 et à une forte baisse des flux à l'export (-4%). Le retour des naissances en 2018, notamment au second semestre (malgré l'érosion continue du cheptel de mères), permet de prévoir une hausse de l'offre de bovins maigres à exporter.

La demande export devrait rester dynamique, en particulier vers les ateliers d'engraissement espagnols, mais aussi vers l'Italie, où la consommation redémarre. La réduction des disponibilités en veaux partout en Europe rendra les bovins maigres français incontournables.

Moins de taurillons et de bœufs

La production française de taurillons devrait baisser d'environ 3%.

La production de JB laitiers poursuivra son déclin. Les JB viande seront également moins nombreux. Les poids de carcasse devraient se replier après un second semestre 2018 marqué par l'engorgement du marché provoquant des retards de sorties et un alourdissement des animaux.

Les exportations de JB vivants continueront leur baisse structurelle liée à la modernisation des circuits commerciaux en Italie du Sud et à la concurrence des bovins espagnols sur les marchés tiers.

Après une chute de 9% en 2018, la production de bœufs se réduira à nouveau en 2019 (-4%), poursuivant le déclin observé depuis de très nombreuses années.

Moins de veaux de boucherie

Les abattages de veaux de boucherie reprendraient leur baisse après le léger rebond de 2018.

Le recul des effectifs (prévu à -1,2% /2018) serait partiellement compensé par une hausse des poids de carcasse (+0,5%), renouant avec la tendance observée sur le long terme.

Le rebond des abattages en 2018 était dû à la reprise par un groupe belge d'un abattoir du Nord-Est de la France et au démarrage d'un flux de veaux finis en provenance de Belgique. Ce, alors que la production de veaux engraisés en France était en baisse de 2%. En 2019, les flux de veaux étrangers devraient rester stables alors que les effectifs engraisés en France poursuivraient leur érosion.

UNION EUROPÉENNE 2019

Stabilité de la production et de la consommation.

D'après les prévisions de la Commission européenne, la production de l'UE-28 égalerait en 2019 son niveau de 2018. Les importations de viande bovine progresseraient légèrement par rapport à une année 2018 où les contingents n'ont pas été remplis. Les exportations se réduiraient légèrement. La consommation serait relativement stable.

Ces prévisions nous semblent relativement optimistes tant sur la production que sur la consommation, plusieurs grands États membres producteurs ayant annoncé des baisses de production significatives pour 2019 (France, Allemagne, Royaume-Uni, Irlande), d'autres une stabilité (Italie, Espagne). Selon les sources, la production polonaise pourrait quant à elle soit plafonner, soit augmenter encore très légèrement.

PRODUCTION ET CONSOMMATION DE VIANDE BOVINE DANS L'UE À 28

1000 téc	2015	2016	2017	2018 e	2019 p	2018/2017	2019/2018
Abattages	7 657	7 852	7 869	7 994	7 987	+2%	=
Imports viande	300	304	285	302	309	+6%	+2%
Exports viande	211	249	271	250	245	-8%	-2%
Consommation	7 746	7 907	7 883	8 047	8 051	+2%	=
nb habitants (M°)	509	510	512	513	514		
conso/hab. (kgéc)	15,2	15,5	15,4	15,7	15,7	+2%	=

e : estimation
p : prévision

Source : GEB-Institut de l'Élevage d'après Commission européenne - *Short-term outlook for EU agricultural markets*



DOSSIER ANNUEL

BOVINS VIANDE

Année 2018
Perspectives 2019

N° 495
18 €

Économie de l'élevage



SÉLECTION DE PARUTIONS RÉCENTES DES DOSSIERS ÉCONOMIE DE L'ÉLEVAGE (GEB)

Dossier à paraître

N° 494 - Décembre 2018

Dossier à paraître

N° 493 - Novembre 2018

Dossier Chine. La filière laitière.

N° 492 - Octobre 2018

Dossier Espagne. La filière laitière caprine.

N° 491 - Septembre 2018

Dossier marchés mondiaux des produits

laitiers en 2017. Perspectives 2018. N° 490 -
Juin 2018

Dossier marché mondial de la viande

bovine 2017. Perspectives 2018. N° 489 -
Mai 2018

Dossier annuel Ovins 2017.

Perspectives 2018. N° 488 - Avril 2018

Dossier annuel Caprins 2017.

Perspectives 2018. N° 487 - Mars 2018

Dossier annuel Bovins lait 2017.

Perspectives 2018. N° 486 - Février 2018



Conception de la maquette : Béta Pictoris (beta.pictoris@free.fr) - Évolution de la maquette : Marie-Thérèse Gomez (mariposarts@free.fr)

Mise en page et iconographie : Leïla Assmann

Crédits photos : Couverture ©DR Institut de l'Élevage - P2 ©Oslobis_Fotolia - P3-4-6-33 ©Marie-Catherine Leclerc/Institut de l'Élevage - P4 ©Pixanne - P6 ©P. Dureau_Cniel - P9 ©Cra Pays de la Loire et Institut de l'Élevage - P20 ©EARL de la Grange Neuve86 - P28 ©Aubrac Sylvie Toillon-INRA - P29 ©Jean Weber_INRA - P31 ©Laurent Davaine_Fotolia - P32 ©Marion Benoit/Institut de l'Élevage - P34 ©Earl de l'Isle - P40 ©Marie76_Flickr - ©DR Institut de l'Élevage P2-3-4-5-7-8-30-38-3^{ème} de couv.

Directeur de la publication : Martial Marguet

Imprimé à Imprimerie Centrale de Lens - N°ISSN 1273-8638 - N° IE 0019501004

Abonnement : 160 € TTC par an : Technipel - Email : technipel@idele.fr - Tél. : 01 40 04 51 71

Vente au numéro : 10 € le téléchargement sur <http://www.idele.fr> - <http://technipel.idele.fr>

Confédération
Nationale de l'Élevage
CNE